



Industrie  
Canada

Industry  
Canada

# **Rapport sur la performance des industries canadiennes**

**Premier semestre de 2006**

**Direction de l'analyse micro-économique  
Direction générale de l'analyse de la  
politique micro-économique  
Industrie Canada**

**Canada**



Industrie  
Canada

Industry  
Canada

# **Rapport sur la performance des industries canadiennes**

Industry Canada  
Library - Queen

JUN 14 2007

Industrie Canada  
Bibliothèque - Queen

**Premier semestre de 2006**

**Direction de l'analyse micro-économique  
Direction générale de l'analyse de la  
politique micro-économique  
Industrie Canada**

**Canada**

---

Le Rapport sur la performance des industries canadiennes est une publication semestrielle qui contient une analyse courante de la performance économique et financière des industries canadiennes. Le Rapport est publié par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada.

Si vous désirez recevoir un avis lors de la parution des prochains numéros du Rapport, veuillez envoyer vos coordonnées électroniques à :  
[mepa.apme@ic.gc.ca](mailto:mepa.apme@ic.gc.ca).

Pour obtenir un exemplaire imprimé de cette publication, il suffit de communiquer avec la :

Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique  
Industrie Canada  
235, rue Queen  
Ottawa (Ontario) K1A 0H5  
Tél. : 613-952.6411  
Télééc. : 613-991-1261  
Site Web : [www.strategis.gc.ca/recherche](http://www.strategis.gc.ca/recherche)

#### **Autorisation de reproduction**

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à  
[copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca](mailto:copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca).

ISSN 1911-8775  
IC 60140

Also available in English under the title, *Report on Canada's Industrial Performance First Half of 2006*.

# Table des matières

	Page
Avant-propos	3
Vue d'ensemble	4
<b>Secteurs industriels</b>	
<b>Fabrication</b>	16
<b>Énergie et extraction minière</b>	22
<b>Services</b>	
Services aux ménages	28
Services aux entreprises	
Information et culture, services professionnels, scientifiques et techniques (ICSPST)	30
Finance, assurances et services immobiliers (FASI)	32
Autres services aux entreprises	34
<b>Construction</b>	36
<b>Agriculture</b>	38
<b>Services publics</b>	40
<b>Encadrés analytiques</b>	
<b>La concurrence en matière de commerce international et le secteur     canadien de la fabrication</b>	11
<b>L'Enquête sur les perspectives du monde des affaires est-elle un bon     indicateur avancé de la performance réelle du secteur de la fabrication?</b>	20
<b>Annexe de données</b>	43

Nota : L'analyse est fondée sur les données connues au 8 septembre 2006, sauf l'évolution du marché des capitaux qui, elle, est fondée sur les données connues au 20 septembre 2006. Le rapport a été préparé par Gabriel Bruneau, Kevin Koch, Varsa Kuniyal, Robert Lamy, Jean Laneville, Lucie Larocque, Jenny Luu et Jennifer Yuen de la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, sous la direction de Robert Lamy.

Les données proviennent des sources suivantes : Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis, le Bureau of Labor Statistics des États-Unis, l'Energy Information Agency des États-Unis, le London Metal Exchange et la société Consensus Economics. Les données figurant dans les graphiques et les tableaux proviennent également de ces sources.

À moins d'indication contraire, les taux de croissance présentés sont des taux annualisés qui ont été calculés par rapport à la période précédente.

Veuillez faire part de vos observations à Robert Lamy au 613-957-7842 ou, par courrier électronique, à [lamy.robert@ic.gc.ca](mailto:lamy.robert@ic.gc.ca).

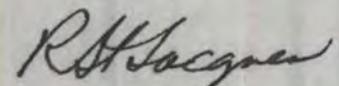
## Avant-propos

L'économie canadienne a progressé à un rythme modéré au deuxième trimestre de 2006, son PIB réel augmentant de 2 %. Le rythme de croissance de l'activité économique a été, en grande partie, freiné par deux facteurs : la décélération de la croissance de la production du secteur de la construction, à cause de la baisse des investissements des ménages dans le logement neuf, survenue après le bond de 17,1 % au premier trimestre; la diminution de la production du secteur de la fabrication, principalement attribuable à la plus faible croissance aux États-Unis. Néanmoins, la croissance du PIB réel s'est établie en moyenne à 2,8 % aux deux premiers trimestres de 2006, ce qui correspond au taux moyen d'augmentation observé aux quatre trimestres de 2005.

Des taux d'intérêt qui se maintiennent à des creux historiques, un très solide bilan des ménages et des entreprises, un revenu disponible en progression, une forte création d'emplois, ainsi qu'une saine confiance des consommateurs et des entreprises laissent présager une croissance vive et soutenue de l'activité économique au deuxième semestre de 2006. Dans leurs plus récentes perspectives économiques, les cinq plus grandes banques canadiennes prévoient que le PIB réel augmentera en moyenne de 2,6 % au troisième trimestre et de 2,7 % au quatrième. Ces prévisions signifient que l'économie canadienne connaîtra une croissance totale de 2,9 % en 2006 après avoir affiché des taux de 2,9 % en 2005 et de 3,3 % en 2004. Dans ses plus récentes *Perspectives de l'économie mondiale*, le Fonds monétaire international (FMI) est optimiste quant aux perspectives de l'économie canadienne pour l'année prochaine. Le FMI prévoit que le Canada dominera les pays du G-7 en 2007 avec une hausse de 3 % de son PIB réel. Toutefois, selon le FMI, la possibilité d'un ralentissement de la croissance américaine plus brusque que prévu laisse planer un risque important sur les perspectives canadiennes pour les prochains trimestres. À cet égard, le vice-président de la Réserve fédérale américaine, Donald L. Kohn, dans l'allocution qu'il a présentée le 4 octobre 2006, a déclaré qu'il s'attend à ce que l'économie américaine progresse à un rythme modéré pendant un certain temps, soit quelque peu en deçà du taux de croissance de son potentiel, puis qu'elle reprenne de la vigueur par la suite.

La création de 192 500 emplois aux deux premiers trimestres est le principal fait saillant de la performance économique du Canada cette année. Il s'agit d'une bonne avance qui fait suite à la création de 260 333 emplois entre le quatrième trimestre de 2004 et celui de 2005. Bon nombre des nouveaux emplois de cette année sont des emplois à temps plein dans les industries des ressources naturelles et de la construction axées sur le marché intérieur ainsi que dans les industries de services; ce sont des emplois bien rémunérés dont le taux horaire moyen est égal ou supérieur au taux moyen du secteur de la fabrication.

Un autre point saillant du premier semestre de l'année est la vive croissance soutenue des investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M), à la faveur d'une forte rentabilité et d'un taux élevé d'utilisation de la capacité dans certaines industries. Ce genre de dépenses en capital a augmenté à un taux annuel de 8,8 % au premier et au deuxième trimestres, le principal investissement allant aux machines industrielles et aux ordinateurs. Cela augure bien pour la productivité du travail et la compétitivité du secteur des entreprises sur les marchés internationaux.



Renée St-Jacques  
Directrice générale et économiste en chef  
Analyse de la politique micro-économique

# Vue d'ensemble

## Faits saillants

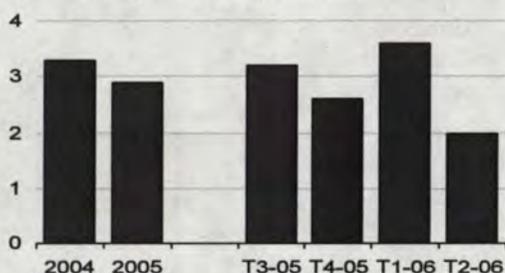
- La croissance du PIB réel (aux prix du marché) a ralenti à 2 % au deuxième trimestre de 2006 après avoir enregistré un taux moyen de 3,2 % aux quatre trimestres précédents. Ce ralentissement est principalement attribuable aux secteurs de la construction et de la fabrication.
- L'emploi a augmenté de 1,6 % et de 3,1 % aux premier et deuxième trimestres, respectivement. Entre le quatrième trimestre de 2005 et le deuxième trimestre de 2006, 192 500 emplois ont été créés, la plupart dans les ressources naturelles, la construction et les services.
- La productivité du travail a reculé de 1,7 % au deuxième trimestre après avoir connu une suite de sept hausses qui se sont élevées en moyenne à 2,8 %. Toutefois, la croissance soutenue des investissements dans les M&M est un bon présage pour la productivité du travail.

## Situation industrielle

La croissance du PIB réel a modéré pour s'établir à 2 % au deuxième trimestre de 2006 (graphique 1). Ce ralentissement fait suite à quatre hausses consécutives supérieures à 3 % en moyenne. Aux deux premiers trimestres de 2006, le PIB réel a crû en moyenne de 2,8 %, ce qui correspond au taux moyen observé aux quatre trimestres de 2005.

**Graphique 1 : Croissance du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Le ralentissement est principalement attribuable à la croissance beaucoup plus lente dans le secteur de la construction et à la plus forte baisse de la production dans le secteur de la fabrication (tableau 1). Le secteur des services a poursuivi sur sa lancée, bien que plus lentement, au deuxième trimestre. Dans les industries de l'énergie et de l'extraction minière, l'activité a diminué pour un deuxième trimestre d'affilée, surtout en raison des travaux d'entretien sur les terrains d'extraction pétrolière. Dans les services publics, la production s'est redressée après avoir diminué au premier trimestre à cause du doux hiver.

**Tableau 1 : Croissance du PIB réel par secteur**

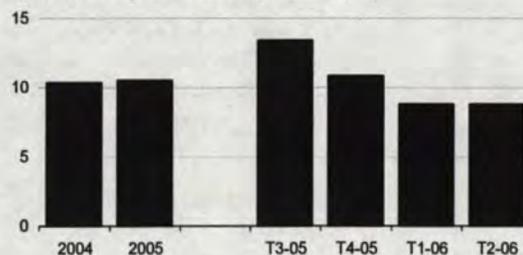
(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)

	2004	2005	T1-2006	T2-2006
Agriculture	6,3	1,9	1,9	3,0
Énergie et mines	2,8	0,8	-5,4	-4,9
Services publics	0,6	4,5	-5,5	2,9
Construction	4,6	5,3	9,8	1,8
Fabrication	4,6	2,2	-0,2	-2,1
Services	2,7	3,3	4,7	3,4

La vigueur des dépenses des ménages et des investissements des entreprises dans les M&M s'est maintenue cette année et a soutenu l'économie canadienne. Contrairement à 2005 et à 2004, les entreprises canadiennes n'ont pas réussi à augmenter leurs exportations, ce qui s'explique surtout par la plus faible croissance aux États-Unis et les effets retardés des précédentes hausses du dollar canadien. De fait, la valeur réelle des exportations de biens a diminué pour passer à un taux annualisé moyen de 3 % aux deux premiers trimestres.

**Graphique 2 : Croissance des investissements réels des entreprises dans les M&M**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)

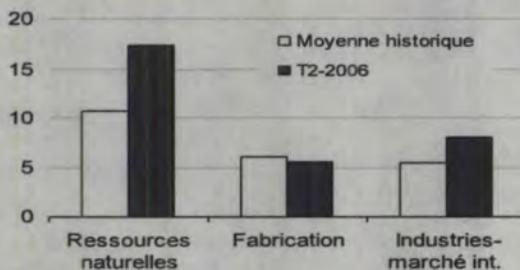


# Vue d'ensemble

Comme au premier trimestre, les investissements dans les M&M ont grimpé, progressant de 8,8 % au deuxième trimestre (graphique 2). Les hausses de cette année s'ajoutent aux augmentations cumulatives de 31,6 % enregistrées durant les trois dernières années. Les entreprises ont continué d'investir la plupart de leurs capitaux dans du matériel générateur de productivité tel que les machines industrielles et les ordinateurs.

L'élan des investissements témoigne d'un solide bilan des entreprises, attribuable en partie à la vigueur de la demande mondiale et aux prix mondiaux élevés des produits de base. Les bénéfices d'exploitation de toutes les industries se sont accrus au deuxième trimestre pour atteindre leur deuxième niveau en importance. En pourcentage des recettes, les bénéfices sont restés stables à 8,1 % au deuxième trimestre, ce qui est largement supérieur à la moyenne historique de 6,1 %. La situation bénéficiaire des industries des ressources naturelles et des secteurs axés sur le marché intérieur est restée forte (graphique 3). La marge bénéficiaire des fabricants a diminué pour s'établir à 5,5 %, ce qui est quand même bien par rapport à la moyenne historique.

**Graphique 3 : Marges bénéficiaires par secteur**  
(En % des recettes d'exploitation)

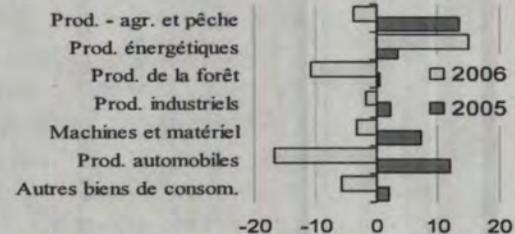


Comme nous l'avons déjà dit, le ralentissement du taux de croissance du PIB réel au deuxième trimestre s'explique par les ventes de biens moins importantes aux marchés étrangers, surtout aux États-Unis.

À l'exception des produits énergétiques, les exportations de tous les types de biens se sont

**Graphique 4 : Croissance des exportations de marchandises par produit<sup>1</sup>**

(En %, en dollars enchaînés de 1997)

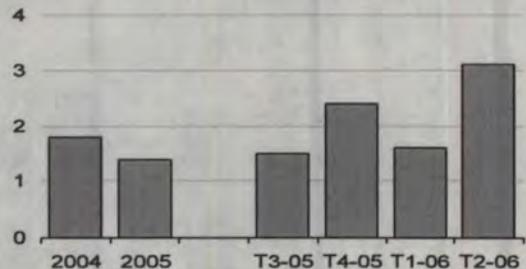


1. 2005 correspond à la croissance moyenne du quatrième trimestre de 2004 au quatrième trimestre de 2005. 2006 correspond à la croissance moyenne des deux premiers trimestres.

repliées cette année (graphique 4). Outre les facteurs déjà mentionnés, la baisse pourrait aussi être imputable à la plus faible pénétration du marché américain par les importations. L'encadré analytique 1 de la page 11 présente un compte rendu détaillé de l'évolution de la pénétration des marchés américains et canadiens par les importations.

**Graphique 5 : Croissance de l'emploi**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



La vigueur de la demande intérieure s'est maintenue et a encore contribué à améliorer la situation du marché du travail. L'emploi a cru de 1,6 % et de 3,1 % aux premier et deuxième trimestres, respectivement (graphique 5).

**Tableau 2 : Croissance de l'emploi par secteur**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)

	2004	2005	T1-2006	T2-2006
Ress. naturelles	-0,2	5,9	5,7	6,9
Services publics	2,2	-6,0	-6,0	-1,0
Construction	5,2	7,0	6,1	-1,1
Fabrication	0,8	-3,7	-6,6	0,9
Services	1,8	1,8	2,6	3,7

1. Ressources naturelles : agriculture, forêt, pêche, chasse, extraction minière, pétrolière et gazière.

# Vue d'ensemble

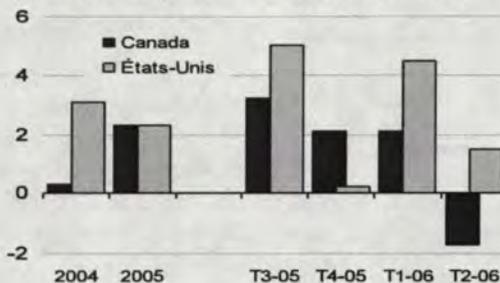
Entre le quatrième trimestre de 2005 et le deuxième trimestre de 2006, 192 500 emplois ont été créés, principalement des emplois à temps plein, situés pour la plupart en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique.

Aux deux premiers trimestres, la hausse de l'emploi a été le fait des secteurs des ressources naturelles (surtout l'industrie pétrolière et gazière), de la construction et des services (tableau 2). Dans le secteur de la fabrication, l'emploi s'est redressé de 0,9 % au deuxième trimestre, après avoir connu huit baisses de suite. On y a néanmoins observé une baisse de 31 800 emplois aux deux premiers trimestres et de 181 500 en tout depuis le quatrième trimestre de 2002. Le recul le plus marqué a été enregistré dans les industries de la fabrication dont le degré d'ouverture nette aux échanges internationaux est élevé.

## Évolution de la productivité

Mesurée selon le PIB réel par heure travaillée, la productivité du travail du secteur des entreprises a diminué de 1,7 % au deuxième trimestre de 2006 (graphique 6).

**Graphique 6 : Croissance de la productivité du travail dans le secteur des entreprises**  
(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



Ce repli survient après sept avances consécutives, qui se sont établies en moyenne à 2,8 % par trimestre. Aux deux premiers trimestres, la productivité du travail a baissé de 0,2 % en moyenne, résultat d'une plus faible croissance du PIB réel et d'une progression plus rapide du nombre d'heures travaillées. La

**Tableau 3 : Croissance de la productivité du travail par secteur**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)

	2004	2005	T1-2006	T2-2006
Agriculture, forêt pêche et chasse	3,7	-1,5	5,2	-2,6
Construction	-1,6	3,2	3,0	2,6
Fabrication	3,5	5,5	1,0	-6,0
Services	-0,7	2,1	2,8	0,3

hausse importante de 8,8 % en moyenne des investissements dans les M&M cette année augure bien pour l'amélioration de la productivité du travail aux prochains trimestres.

Les secteurs des services et de la fabrication ont été la principale source du ralentissement de la croissance de la productivité du travail cette année (tableau 3). La productivité du secteur de la fabrication a reculé de 6 % au deuxième trimestre, soit la première baisse depuis le premier trimestre de 2004. Ce repli fait suite à des gains marqués de 3,5 % en 2004 et de 5,5 % en 2005. Confrontées à des défis importants causés par l'évolution de l'économie mondiale, les industries de la fabrication ont réagi en augmentant la productivité du travail, grâce notamment à la hausse de leurs investissements dans les M&M. Au cours des trois dernières années, les industries de la fabrication ont accru de 45 % leurs dépenses en M&M et, selon une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, ces dépenses devraient progresser de 7,2 % en 2006 (hormis celles de l'industrie du pétrole et du charbon).

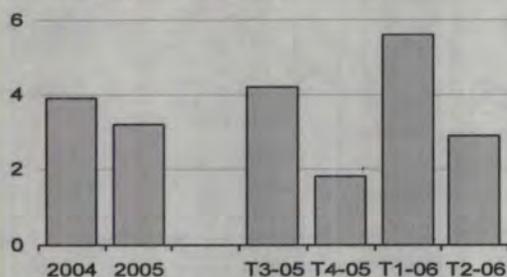
## Évolution de la conjoncture étrangère

L'économie américaine a fortement ralenti au deuxième trimestre de 2006. Le PIB réel s'est accru de 2,9 %, par rapport au rythme de croissance insoutenable enregistré au trimestre précédent, soit 5,6 % (graphique 7). Cet affaiblissement est particulièrement marqué dans les composantes de la demande sensibles

# Vue d'ensemble

**Graphique 7 : Croissance du PIB réel des États-Unis**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



aux taux d'intérêt comme les dépenses des ménages pour les biens durables et le logement, qui ont fléchi pour un troisième trimestre consécutif.

Contrairement aux États-Unis, certains partenaires commerciaux clés du Canada ont connu, en moyenne, une bonne croissance cette année; celle-ci est restée vigoureuse au Japon et s'est raffermie au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie (tableau 4).

**Tableau 4 : Croissance du PIB réel dans d'autres pays du G-7**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)

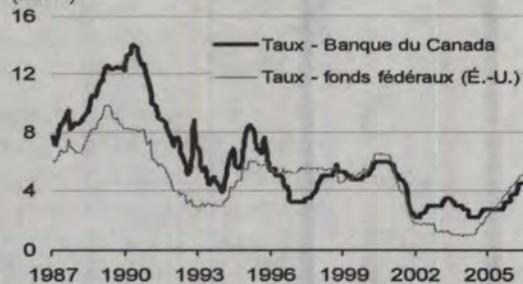
	2004	2005	T2-2006	T2-2006
R.-U.	2,6	1,8	3,0	2,8
Japon	0,5	4,0	3,1	2,1
Allemagne	0,5	1,7	1,5	3,5
France	2,0	1,1	2,1	2,2
Italie	0,5	0,5	2,4	2,0

## Évolution des marchés financiers

Le 6 septembre 2006, la Banque du Canada n'a pas modifié son taux directeur – le taux cible du financement à un jour –, qui est resté à 4,25 % (graphique 8). Le taux directeur est aujourd'hui supérieur de 225 points de base à son creux de 2 % en 2004. Le 20 septembre 2006, la Réserve fédérale américaine a décidé de laisser inchangé son taux cible des fonds fédéraux, celui-ci se situant à 5,25 %. Depuis que la Réserve a commencé à accroître son taux en 2004, la hausse totale s'élève à 400 points de base.

**Graphique 8 : Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis**

(En %)



Après s'être stabilisé autour des 84 cents US d'août à novembre 2005, le dollar canadien a pris un nouvel essor. En mai 2006, il s'est élevé à 90,1 cents US, niveau mensuel inégalé depuis janvier 1978.

**Graphique 9 : Taux de change Canada-É.-U. et Indice des prix des produits de base de la Banque du Canada**

(1982-1990=100)

(En cents US)



Dans les semaines qui ont suivi, la valeur de la devise canadienne s'est légèrement repliée pour se fixer en moyenne à 89,4 cents US en août (graphique 9). Cette appréciation peut s'expliquer, en partie, par la hausse des prix mondiaux des produits de base, surtout ceux du pétrole, des métaux communs et de l'or, ainsi que par la nouvelle faiblesse du dollar américain.

## Perspectives économiques

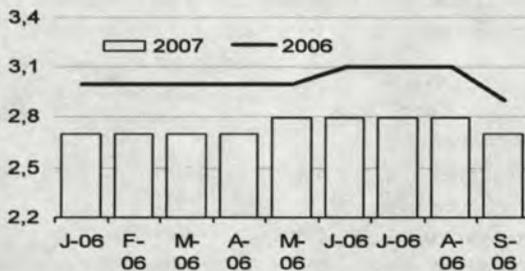
### Canada

La société Consensus Economics a révisé à la baisse ses prévisions de croissance du PIB réel au Canada en raison surtout de la croissance moins forte que prévu au deuxième trimestre

## Vue d'ensemble

et de la faible création d'emplois à ce jour au troisième trimestre. Pour 2006, elle prévoit maintenant que le PIB réel progressera de 2,9 %, soit 0,2 point de pourcentage de moins que la prévision précédente (graphique 10). La société prévoit que la croissance du PIB réel ralentira pour s'établir à 2,7 % en 2007.

**Graphique 10 : Perspectives de croissance du PIB réel du Canada**  
(En %)



Source : Consensus Economics, septembre 2006.

Dans sa dernière *Mise à jour du Rapport sur la politique monétaire*, publiée le 19 octobre 2006, la Banque du Canada prévoit une hausse de 2,8 % du PIB réel en 2006, de 2,5 % en 2007 et de 2,8 % en 2008. Elle note que « étant donné le ralentissement plus rapide que prévu de l'activité aux États-Unis, le scénario de référence relatif à la croissance de l'économie canadienne a été revu légèrement à la baisse par rapport à celui exposé dans la *Mise à jour* de juillet du *Rapport sur la politique monétaire* ».

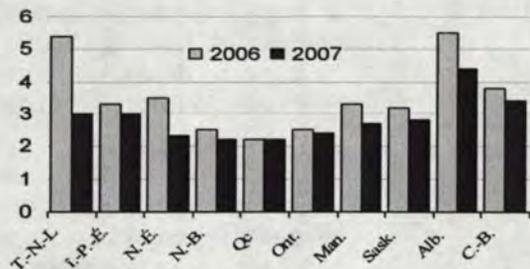
Le Fonds monétaire international (FMI) est optimiste quant aux perspectives pour le Canada. Dans ses *Perspectives de l'économie mondiale* de septembre 2006, le FMI prévoit que le PIB réel du Canada augmentera de 3,1 % en 2006 et que le Canada dominera les pays du G-7 en 2007 avec une hausse de 3 %. Selon le FMI, les principaux risques pour les perspectives canadiennes sont un ralentissement de l'économie américaine plus prononcé que prévu et une adaptation désordonnée aux déséquilibres mondiaux, qui

pourrait se traduire par une nouvelle appréciation marquée du dollar canadien. Dans ses *Perspectives économiques* de mai 2006, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit que le PIB réel progressera de 3,1 % en 2006 et de 3,3 % en 2007.

### Provinces canadiennes

Comme en 2005, les économistes du secteur privé s'attendent à ce que les provinces riches en ressources naturelles arrivent en tête du peloton pour ce qui est de la croissance économique cette année et l'année prochaine (graphique 11).

**Graphique 11 : Perspectives de croissance du PIB réel par province<sup>1</sup>**  
(En %)



1. Moyenne établie d'après les données d'une enquête auprès de prévisionnistes du secteur privé.

Selon les prévisions des économistes du secteur privé, Terre-Neuve-et-Labrador arrivera en tête du pays en 2006 avec une hausse de 5,5 % de son PIB réel, ce qui est bien supérieur à la moyenne nationale. L'économie de la province profitera de la croissance de la production du secteur des ressources, en raison surtout du retour au niveau normal de production dans les champs pétrolifères Terra Nova, de la nouvelle production des champs pétrolifères White Rose et de l'extraction de nickel à la mine de Voisey's Bay. Les économies de l'Alberta (5,4 %) et de la Colombie-Britannique (3,8 %) progresseront aussi beaucoup plus rapidement

## Vue d'ensemble

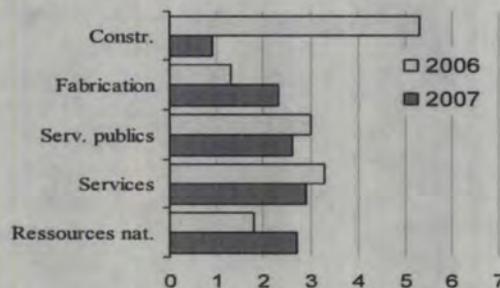
que la moyenne nationale, à la faveur de la force de la demande mondiale et des prix élevés des produits de base ainsi que de l'ampleur des projets d'immobilisations liés aux sables bitumineux et aux Jeux olympiques d'hiver de 2010. Dans les autres provinces, la croissance sera inférieure à la moyenne nationale, surtout dans le Centre du Canada où sont situées la plupart des industries de la fabrication, en grande partie à cause des conséquences négatives de l'appréciation du dollar canadien et des prix élevés de l'énergie.

En 2007, la croissance du PIB réel devrait revenir à des niveaux plus habituels à Terre-Neuve-et-Labrador, rester relativement inchangée de l'Île-du-Prince-Édouard à l'Ontario et faiblir dans les provinces de l'Ouest, en raison du ralentissement prévu de la croissance de la demande mondiale de produits de base. L'Alberta et la Colombie-Britannique domineront au chapitre de la croissance du PIB réel.

### Industries canadiennes

Les industries axées sur le marché intérieur de la construction et des services sont la principale source de croissance économique en 2006 (graphique 12). De tous les secteurs industriels, celui de la construction devrait remporter la palme de la croissance du PIB réel avec une hausse prévue de 5,3 %.

**Graphique 12 : Perspectives de croissance du PIB réel par secteur**  
(En %)



Source : Banque TD, prévisions d'août 2006.

Cependant, en 2007, la croissance de la production devrait ralentir dans tous les secteurs, sauf ceux de la fabrication et des ressources naturelles. La croissance de la production du secteur de la construction devrait modérer sa cadence sensiblement, à cause surtout de l'effet décalé de la hausse des taux d'intérêt sur la demande de logements. De grands projets d'immobilisations, tels que la construction d'installations hydroélectriques au Québec, d'infrastructures liées aux Jeux olympiques de 2010 et de nouvelles installations pour l'industrie de l'automobile en Ontario, soutiendront l'activité dans le secteur de la construction.

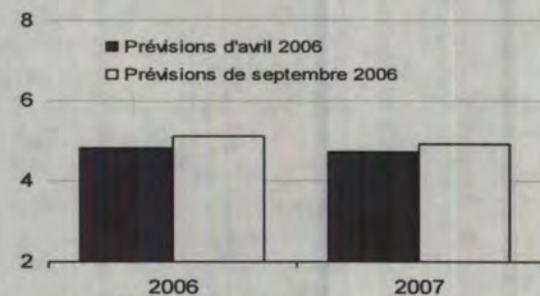
La production du secteur de la fabrication devrait se raffermir quelque peu, grâce à la diminution des effets négatifs de la hausse du dollar et des prix de l'énergie. Sous l'impulsion de la forte demande intérieure prévue, le secteur des services devrait progresser encore solidement l'année prochaine.

### Le monde

En septembre 2006, le FMI a publié ses nouvelles prévisions pour les économies mondiales. Il prévoit maintenant une plus forte croissance du PIB réel mondial cette année et l'année prochaine (graphique 14).

**Graphique 14 : Perspectives de croissance mondiale**

(En %)



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, septembre 2006.

## ● Vue d'ensemble

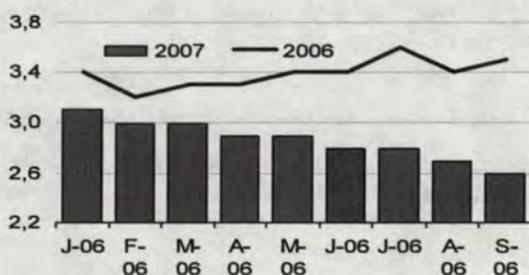
Pour 2006, la croissance devrait atteindre 5,1 % par rapport à 4,8 %, tandis que la prévision de croissance pour 2007 a été révisée à la hausse de 0,2 point de pourcentage, soit à 4,9 %. Grâce à des hausses de 5,3 % en 2004 et de 4,8 % en 2005, il s'agira de la plus forte croissance enregistrée pendant une période de quatre ans depuis le début de 1970.

### États-Unis

En septembre, la société Consensus Economics a prévu une progression un peu plus rapide du PIB réel américain, soit de 3,5 % en 2006 (graphique 15), chiffre concordant avec la plus récente prévision du FMI (3,4 %). cependant, elle a, une fois de plus, révisé à la baisse les perspectives de croissance pour 2007. Le PIB réel devrait avancer de 2,6 % l'année prochaine, ce qui est un recul important par rapport à la hausse prévue de 3,1 % en janvier dernier. Cette réduction dans les perspectives pour 2007 est, en partie, attribuable à la progression de 100 points de base des taux d'intérêt depuis le début de cette année. Les prévisions pour 2007 sont beaucoup moins optimistes que les prévisions du FMI de septembre 2006 (2,9 %).

**Graphique 15 : Perspectives de croissance du PIB réel des États-Unis**

(En %)



Source : Consensus Economics, septembre 2006.

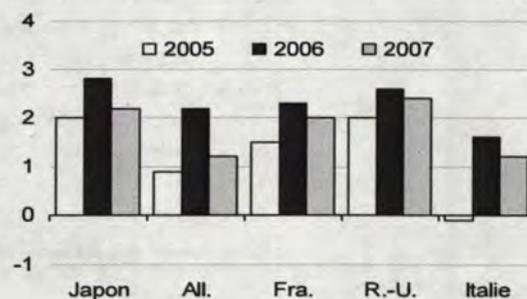
### Autres pays du G-7

Selon Consensus Economics, les perspectives de croissance pour 2006 et 2007 se sont embellies pour certains pays du G-7 (graphique 16). Toutefois, la croissance restera

inférieure à la performance prévue pour le Canada et les États-Unis. Ces prévisions concordent aussi avec les plus récentes projections du FMI.

**Graphique 16 : Perspectives de croissance du PIB réel des autres pays du G-7**

(En %)



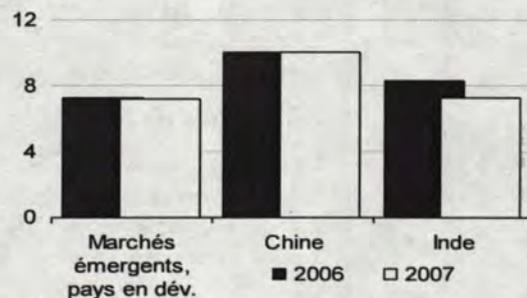
Source : Consensus Economics, septembre 2006.

### Économies émergentes et en développement

Le fait que les perspectives économiques mondiales soient plus encourageantes pour 2006 et 2007 tient surtout à l'intensification prévue de l'activité dans les économies émergentes et les pays en développement, en particulier la Chine et l'Inde (graphique 17).

**Graphique 17 : Perspectives de croissance du PIB dans les économies émergentes**

(En %)



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, septembre 2006.

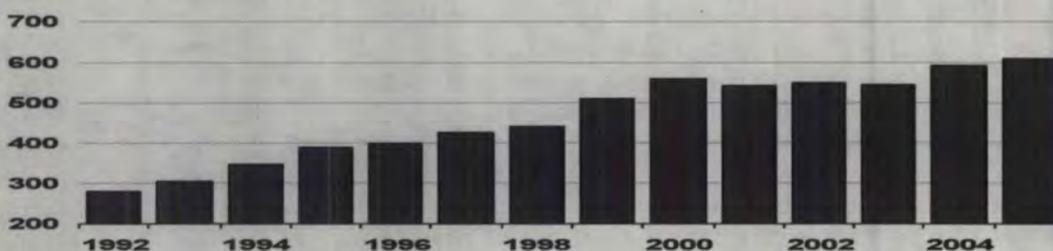
Le FMI a révisé à la hausse ses prévisions de croissance du PIB réel de la Chine, les faisant grimper à 10 % pour 2006 et 2007. En Inde, la croissance devrait maintenant atteindre 8,3 % en 2006 (un point de plus) et 7,3 % en 2007 (0,3 point de plus).

# Vue d'ensemble

## Encadré analytique 1 La concurrence en matière de commerce international et le secteur canadien de la fabrication

Depuis 2000, les expéditions des fabricants canadiens ont progressé lentement, augmentant environ à un tiers du taux annuel moyen (9 %) enregistré dans les années 1990 (graphique 1). Bien que l'éclatement de la bulle technologique en 2001, la récession aux États-Unis et l'appréciation du dollar canadien puissent expliquer, en partie, le ralentissement marqué de la croissance des cinq dernières années, on pense généralement que tous les fabricants canadiens doivent soutenir une concurrence plus vigoureuse en matière de commerce international sur les marchés intérieur et américain, surtout de la part de pays à faible coût de production (FCP)<sup>1</sup>. Le présent encadré contient une analyse de l'évolution de la concurrence des importations de diverses industries sur les marchés canadien et américain depuis le début des années 1990.

**Graphique 1 : Livraisons des industries de la fabrication**  
(En milliards de dollars)



Les ratios de pénétration des importations permettent de déterminer le degré d'exposition à la concurrence internationale d'une industrie de la fabrication sur ses marchés au pays et à l'étranger. Pour une industrie donnée, le ratio s'obtient en divisant la valeur des importations de produits fabriqués par le présumé marché intérieur de l'industrie de la fabrication.<sup>2</sup> Le ratio montre la part du présumé marché intérieur de l'industrie de la fabrication qui est occupée par les producteurs étrangers. Un ratio en croissance (décroissance) indique que les fabricants du pays sont confrontés à une concurrence plus grande (moins grande) des producteurs étrangers.

### *Pénétration du marché canadien de la fabrication par les importations*

Le tableau 1 indique les ratios de pénétration des importations des 21 industries canadiennes de la fabrication et montre le taux de pénétration du marché par l'ensemble des pays, ainsi que par les États-Unis, les pays à FCP et les « autres » pays. Les années visées sont 1992, 2000 et 2005. Y sont aussi notées les variations de 2000 à 2005.

La pénétration des importations provenant de tous les pays et visant tous les fabricants canadiens a considérablement progressé, soit de 45,7 % en 1992 à 57 % en 2000. Toutes les industries de la fabrication, sauf celle du matériel de transport, ont vu diminuer leur part du marché intérieur. Les replis les plus marqués ont touché les industries suivantes : les usines de textiles, les usines de produits textiles, les vêtements, les produits en cuir, les produits chimiques, les produits minéraux non métalliques, le matériel électrique, les meubles ainsi que

1. Les pays à FCP sont, entre autres, la Chine (y compris Hong Kong), Taïwan, la Mongolie, l'Inde, le Pakistan, la Thaïlande, le Vietnam, les Philippines, la Turquie et le Bangladesh.

2. Importations/(expéditions+importations-exportations). Les estimations sont fondées sur les données connues au 8 septembre 2006.

## Vue d'ensemble

les activités diverses de fabrication. Les fabricants américains sont ceux qui ont le plus accru leur part du marché canadien de la fabrication, soit de 30,5 % en 1992 à 38 % en 2000. Les pays à FCP ont aussi accru leur part du marché, mais beaucoup moins fortement, soit de 2,5 % en 1992 à 4 % en 2000.

Les données montrent également un changement notable dans l'importance de la pénétration des importations après 2000. En pourcentage du marché canadien de la fabrication, les importations provenant de tous les pays n'ont cessé de diminuer, surtout après 2002, pour se fixer à 52,7 % en 2005. En 2005, les fabricants canadiens avaient donc repris environ 40 % de la part du marché intérieur qu'ils avaient perdue dans les années 1990. Cette reprise s'est faite aux dépens des producteurs américains dans 19 industries de la fabrication sur 21, et elle s'est produite durant une période de baisse des prix (en dollars canadiens) des importations de biens fabriqués des États-Unis.

Par contre, les pays à FCP continuent à accroître leur part du marché canadien de la fabrication, légèrement dans l'ensemble (2,4 points de pourcentage de plus de 2000 à 2005), mais sensiblement dans certaines industries. La Chine est responsable de presque toute l'augmentation de la pénétration des importations provenant des pays à FCP (tableau 2), et sa part du marché canadien de la fabrication est passée de 2,2 % en 2000 à 4,7 % en 2005. Cette hausse touche toutes les industries, mais elle est très marquée dans sept industries : les usines de produits textiles, les vêtements, les produits en cuir, les produits informatiques et électroniques, le matériel électrique, les meubles ainsi que les activités diverses de fabrication. Dans le cas de ces sept industries, la Chine a augmenté sa part du marché canadien de la fabrication d'un pourcentage qui varie de 4,5 % à 17,1 %. De plus, pour ces mêmes industries, la pénétration des importations provenant de la Chine a représenté 19,2 % du marché canadien de la fabrication en 2005 comparativement à 7,9 % en 2000 et à 4,8 % en 1992.

### *La pénétration du marché américain de la fabrication par les importations canadiennes*

L'importante modération du taux de croissance des expéditions des fabricants canadiens en 2000 pourrait aussi être attribuable à une perte de part du marché américain. Les ratios de pénétration du marché américain de la fabrication par les importations des producteurs canadiens, des pays à FCP et de tous les autres producteurs étrangers sont présentés au tableau 3.

La pénétration du marché américain par les expéditions des fabricants canadiens a augmenté pour toutes les industries de 1992 à 2000, sauf pour l'industrie de la fabrication des boissons et des produits du tabac. Dans l'ensemble, les fabricants canadiens ont vu leur part du marché américain de la fabrication se redresser de 1,3 point, passant de 2,7 % en 1992 à 4 % en 2000. Les pays à FCP détenaient environ la même part du marché américain de la fabrication en 1992 (2,5 %) et en 2000 (4,2 %) que le Canada.

Dans l'ensemble, les fabricants canadiens ont été en mesure de maintenir leur part du marché américain à environ 4 % après 2000, malgré la nette appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Toutefois, les données ventilées selon l'industrie de la fabrication montrent qu'un petit nombre d'industries ont perdu une part importante (par exemple la fabrication de produits informatiques et électroniques et de meubles) ou ont grandement accru leur part (par exemple les usines de textiles et la fabrication de produits en bois). Par opposition, tous autres les producteurs étrangers ont augmenté leur part du marché américain de la fabrication, celle-ci passant de 18,6 % à 22,4 % en 2005. La part de cette hausse qui revient aux pays à FCP est de 2,3 points, et c'est encore la Chine qui la reçoit entièrement. En 2005, 4,8 % du marché intérieur de la fabrication des États-Unis était servi par les importations de la Chine, par rapport à 2,4 % en 2000 (tableau 4). Les industries dans lesquelles la Chine a le plus accru sa part du marché américain sont les sept mêmes

## Vue d'ensemble

industries de la fabrication qu'au Canada (les usines de produits textiles, les vêtements, les produits en cuir, les produits informatiques et électroniques, le matériel électrique, les meubles ainsi que les activités diverses de fabrication).

### *Principales constatations*

L'analyse de la concurrence en matière de commerce international sur les marchés de la fabrication du Canada et des États-Unis de 2000 à 2005 nous permet d'établir les constatations suivantes.

- La pénétration du marché canadien de la fabrication par les importations a diminué aux dépens des producteurs américains, qui ont perdu une part importante de leur marché.
- Les pays à FCP ont accru leur part du marché canadien de la fabrication, et l'augmentation de la part du marché de la Chine est entièrement à l'origine de cette progression.
- Dans l'ensemble, les fabricants canadiens ont été en mesure de conserver leur part du marché américain, malgré l'appréciation du dollar canadien.

# Vue d'ensemble

**Tableau 1 : Pénétration du marché canadien de la fabrication par les importations**

	Importations en pourcentage du marché intérieur												Variation			
	1992				2000				2005				2000-2005			
	Tous	É.-U.	FCP	Autre	Tous	É.-U.	FCP	Autre	Tous	É.-U.	FCP	Autre	Tous	É.-U.	FCP	Autre
<b>Ensemble des industries</b>	45,7	30,5	2,5	12,7	57,0	38,0	4,0	15,0	52,7	30,9	6,4	15,4	-4,4	-7,1	2,4	0,4
Aliments	14,8	8,8	1,1	4,9	20,3	12,9	1,7	5,8	20,1	12,7	2,1	5,4	-0,2	-0,2	0,4	-0,4
Boissons et tabac	10,0	2,1	0,1	7,8	15,3	4,4	0,1	10,8	20,4	4,5	0,1	15,7	5,0	0,1	0,0	4,9
Usines de textiles	45,6	22,5	7,7	15,4	58,8	34,5	10,6	13,8	58,8	32,9	11,3	14,5	0,0	-1,5	0,7	0,8
Usines de prod. textiles	38,6	23,4	7,6	7,5	51,8	33,4	11,1	7,4	63,6	30,3	24,8	8,4	11,7	-3,1	13,8	1,0
Vêtements	35,5	4,2	19,8	11,5	52,0	7,5	28,8	15,7	67,6	4,9	46,7	15,9	15,5	-2,6	17,9	0,2
Prod. en cuir et prod. an.	65,7	8,9	24,2	32,7	81,8	7,7	43,5	30,7	97,1	5,7	63,8	27,5	15,2	-1,9	20,3	-3,1
Bois	15,1	12,7	0,9	1,6	17,3	13,6	0,8	2,9	16,2	9,9	2,5	3,8	-1,0	-3,7	1,7	0,9
Papier	28,3	24,0	0,3	4,0	36,7	31,8	0,4	4,5	36,1	30,2	0,9	5,1	-0,6	-1,7	0,6	0,5
Impression	9,6	8,2	0,4	1,0	11,6	9,5	0,9	1,3	10,7	7,8	1,7	1,2	-0,9	-1,7	0,8	-0,1
Pétrole et charbon	10,3	5,4	0,0	4,9	10,9	7,0	0,1	3,8	15,3	7,4	0,5	7,4	4,4	0,3	0,4	3,6
Produits chimiques	40,7	30,5	0,3	9,9	61,1	46,4	0,8	13,9	64,0	41,8	1,6	20,6	2,9	-4,6	0,8	6,7
Prod. en plast., en caout.	39,2	30,0	1,7	7,4	49,1	39,5	2,7	6,9	43,5	30,9	4,6	8,0	-5,6	-8,7	1,9	1,2
Prod. min. non métall.	30,6	20,1	1,6	8,8	43,8	30,5	3,4	9,9	27,7	15,6	5,0	7,1	-16,1	-14,9	1,7	-2,8
Prem. transf. des métaux	40,2	25,8	0,4	14,0	46,7	27,7	2,4	16,6	48,0	25,8	3,7	18,5	1,3	-1,9	1,3	1,9
Fabr. de prod. métall.	35,2	25,5	2,6	7,2	43,7	32,9	3,4	7,4	34,2	21,0	5,7	7,5	-9,5	-11,9	2,3	0,1
Machines	79,4	55,8	1,5	22,1	91,5	60,3	3,0	28,2	82,6	49,1	5,3	28,1	-8,9	-11,2	2,4	-0,1
Prod. inf. et électron.	83,7	49,1	5,5	29,1	94,9	49,1	11,2	34,6	97,9	38,5	24,7	34,7	3,0	-10,7	13,6	0,1
Mat., app., comp. électr.	55,9	38,7	4,7	12,6	74,8	48,8	7,9	18,2	76,6	39,8	15,4	21,3	1,8	-8,9	7,6	3,1
Mat. de transport	79,1	59,0	0,4	19,7	74,4	57,7	0,5	16,2	72,9	53,4	1,4	18,1	-1,5	-4,3	0,9	1,9
Meubles	28,2	19,5	4,3	4,4	43,9	27,4	6,4	10,1	35,1	15,6	10,7	8,7	-8,7	-11,7	4,4	-1,4
Act. div. de fabrication	63,6	31,9	12,8	18,9	80,6	40,5	20,9	19,2	73,5	30,9	25,3	17,3	-7,1	-9,6	4,4	-1,9

**Tableau 2 : Pénétration du marché canadien de la fabrication par les importations : pays à FCP**

	Importations en pourcentage du marché intérieur												Variation			
	1992				2000				2005				2000-2005			
	FCP	Chine	Inde	Autre	FCP	Chine	Inde	Autre	FCP	Chine	Inde	Autre	FCP	Chine	Inde	Autre
<b>Ensemble des industries</b>	2,5	1,2	0,1	1,2	4,0	2,2	0,2	1,6	6,4	4,7	0,3	1,4	2,4	2,5	0,1	-0,2
Aliments	1,1	0,3	0,0	0,7	1,7	0,5	0,2	1,1	2,1	0,9	0,2	1,0	0,4	0,4	0,0	0,0
Boissons et tabac	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Usines de textiles	7,7	3,6	0,6	3,5	10,6	3,8	1,8	4,9	11,3	5,3	1,5	4,5	0,7	1,4	-0,3	-0,4
Usines de prod. textiles	7,6	4,2	1,1	2,3	11,1	6,4	1,8	2,9	24,8	16,6	3,6	4,7	13,8	10,2	1,8	1,7
Vêtements	19,8	13,2	1,4	5,1	28,8	18,1	3,6	7,1	46,7	32,9	4,0	9,8	17,9	14,8	0,4	2,7
Prod. en cuir et prod. an.	24,2	15,9	1,0	7,2	43,5	37,7	1,3	4,5	63,8	54,8	1,7	7,4	20,3	17,1	0,3	2,9
Bois	0,9	0,4	0,0	0,5	0,8	0,6	0,0	0,2	2,5	2,2	0,1	0,2	1,7	1,7	0,1	0,0
Papier	0,3	0,2	0,0	0,1	0,4	0,3	0,0	0,1	0,9	0,8	0,0	0,1	0,6	0,5	0,0	0,1
Impression	0,4	0,3	0,0	0,1	0,9	0,8	0,0	0,1	1,7	1,6	0,0	0,1	0,8	0,8	0,0	0,0
Pétrole et charbon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,5	0,2	0,1	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1
Produits chimiques	0,3	0,2	0,1	0,1	0,8	0,4	0,2	0,2	1,6	0,8	0,5	0,3	0,8	0,5	0,2	0,1
Prod. en plast., en caout.	1,7	0,6	0,0	1,1	2,7	1,7	0,1	0,9	4,6	3,4	0,1	1,1	1,9	1,7	0,1	0,2
Prod. min. non métall.	1,6	0,7	0,1	0,8	3,4	2,3	0,1	0,9	5,0	3,7	0,2	1,1	1,7	1,4	0,1	0,1
Prem. transf. des métaux	0,4	0,1	0,0	0,2	2,4	0,9	0,5	0,9	3,7	2,6	0,2	0,9	1,3	1,7	-0,3	-0,1
Fabr. de prod. métall.	2,6	0,7	0,1	1,8	3,4	1,7	0,1	1,5	5,7	3,8	0,3	1,6	2,3	2,0	0,2	0,1
Machines	1,5	0,4	0,0	1,0	3,0	1,7	0,0	1,2	5,3	4,1	0,1	1,1	2,4	2,4	0,1	-0,2
Prod. inf. et électron.	5,5	2,0	0,0	3,5	11,2	4,2	0,0	6,9	24,7	18,7	0,0	6,0	13,6	14,4	0,0	-0,9
Mat., app., comp. électr.	4,7	2,5	0,0	2,1	7,9	5,8	0,1	2,0	15,4	13,5	0,2	1,7	7,6	7,7	0,1	-0,2
Mat. de transport	0,4	0,1	0,0	0,3	0,5	0,3	0,0	0,2	1,4	0,9	0,0	0,4	0,9	0,7	0,0	0,2
Meubles	4,3	1,0	0,0	3,3	6,4	4,3	0,0	2,0	10,7	9,2	0,1	1,4	4,4	5,0	0,0	-0,6
Act. div. de fabrication	12,8	7,0	0,2	5,6	20,9	17,0	0,7	3,3	25,3	21,5	1,1	2,7	4,4	4,5	0,4	-0,5

# Vue d'ensemble

**Tableau 3 : Pénétration du marché américain de la fabrication par les des importations**

	Importations en pourcentage du marché intérieur												Variation			
	1992				2000				2005				2000-2005			
	Tous	Can.	FCP	Autre	Tous	Can.	FCP	Autre	Tous	Can.	FCP	Autre	Tous	Can.	FCP	Autre
<b>Ensemble des industries</b>	15,1	2,7	2,5	9,9	22,6	4,0	4,2	14,4	26,5	4,1	6,7	15,7	3,9	0,1	2,4	1,3
Aliments	3,5	0,6	0,5	2,4	4,5	1,3	0,6	2,6	5,6	1,6	0,8	3,2	1,1	0,3	0,2	0,6
Boissons et tabac	5,2	1,0	0,0	4,2	7,6	0,8	0,1	6,7	10,6	0,7	0,1	9,8	3,0	-0,1	0,0	3,1
Usines de textiles	8,7	0,6	2,4	5,7	13,6	2,1	3,9	7,6	21,5	3,1	7,1	11,3	7,9	1,0	3,2	3,8
Usines de prod. textiles	11,4	0,6	6,4	4,4	19,0	1,3	10,6	7,2	29,8	1,3	21,5	7,1	10,8	0,0	10,9	0,0
Vêtements	34,8	0,5	18,4	15,9	54,9	1,7	21,9	31,3	72,0	1,4	37,1	33,5	17,1	-0,2	15,2	2,1
Prod. en cuir et prod. an.	60,6	0,4	29,9	30,2	75,5	0,6	46,5	28,5	91,3	0,5	66,1	24,7	15,8	-0,1	19,6	-3,8
Bois	10,3	7,1	1,0	2,3	14,8	10,3	1,1	3,4	19,1	11,3	2,1	5,6	4,3	1,1	1,1	2,2
Papier	8,1	6,2	0,2	1,7	11,3	7,7	0,5	3,1	13,6	8,1	1,4	4,1	2,2	0,3	0,9	1,0
Impression	2,6	0,5	0,5	1,6	4,1	1,2	1,0	1,8	6,2	1,6	2,3	2,3	2,2	0,4	1,3	0,5
Pétrole et charbon	7,0	1,2	0,1	5,7	10,1	1,5	0,2	8,5	13,8	2,1	0,4	11,3	3,7	0,6	0,3	2,8
Produits chimiques	9,2	1,6	0,3	7,3	16,3	2,4	0,6	13,2	22,1	3,3	1,4	17,5	5,8	0,8	0,7	4,2
Prod. en plast., en caout.	7,0	1,6	1,6	3,8	9,8	2,9	2,2	4,6	13,8	3,6	4,3	5,9	4,0	0,7	2,0	1,3
Prod. min. non métall.	9,4	1,2	1,6	6,5	14,2	2,2	3,3	8,8	15,0	1,7	4,7	8,6	0,7	-0,5	1,4	-0,2
Prem. transf. des métaux	16,0	5,3	0,4	10,3	24,5	6,3	1,6	16,6	28,2	7,1	2,9	18,2	3,7	0,8	1,3	1,5
Fabr. de prod. métall.	7,1	1,0	1,8	4,4	10,1	1,8	2,7	5,6	14,1	2,0	5,0	7,0	4,0	0,2	2,3	1,5
Machines	21,4	2,1	1,4	17,8	28,3	3,7	2,9	21,7	36,5	4,1	6,3	26,1	8,2	0,4	3,4	4,3
Prod. inf. et électron.	31,6	2,3	5,6	23,8	44,5	3,2	11,4	29,9	54,7	2,1	22,3	30,3	10,2	-1,1	10,9	0,4
Mat., app., comp. élect.	19,6	1,5	4,8	13,3	28,9	2,9	8,1	18,0	40,5	3,1	14,5	22,9	11,6	0,3	6,4	4,9
Mat. de transport	21,8	7,2	0,4	14,2	29,4	9,3	0,7	19,4	33,2	9,9	1,2	22,1	3,7	0,5	0,5	2,7
Meubles	8,6	1,5	3,7	3,4	17,8	4,8	7,1	5,9	23,0	3,6	13,7	5,7	5,2	-1,2	6,6	-0,2
Act. div. de fabrication	29,9	0,7	11,8	17,3	38,8	1,6	17,7	19,5	43,7	1,1	21,5	21,2	4,9	-0,5	3,8	1,6

**Tableau 4 : Pénétration du marché américain de la fabrication par les importations : pays à FCP**

	Importations en pourcentage du marché intérieur												Variation			
	1992				2000				2005				2000-2005			
	FCP	Chine	Inde	Autre	FCP	Chine	Inde	Autre	FCP	Chine	Inde	Autre	FCP	Chine	Inde	Autre
<b>Ensemble des industries</b>	2,5	1,1	0,1	1,2	4,2	2,4	0,2	1,6	6,7	4,8	0,3	1,5	2,4	2,4	0,1	-0,1
Aliments	0,5	0,1	0,0	0,4	0,6	0,1	0,1	0,3	0,8	0,3	0,1	0,4	0,2	0,2	0,0	0,1
Boissons et tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Usines de textiles	2,4	0,9	0,3	1,2	3,9	1,2	0,5	2,3	7,1	2,9	0,9	3,3	3,2	1,8	0,3	1,1
Usines de prod. textiles	6,4	3,2	1,0	2,3	10,6	4,6	2,2	3,7	21,5	12,7	3,7	5,1	10,9	8,0	1,5	1,4
Vêtements	18,4	10,7	1,0	6,6	21,9	11,2	1,8	8,9	37,1	22,1	3,0	12,0	15,2	10,9	1,3	3,1
Prod. en cuir et prod. an.	29,9	21,2	0,7	8,1	46,5	40,6	0,9	5,0	66,1	60,1	1,1	4,9	19,6	19,5	0,2	0,0
Bois	1,0	0,4	0,0	0,6	1,1	0,8	0,0	0,3	2,1	1,9	0,0	0,2	1,1	1,1	0,0	0,0
Papier	0,2	0,1	0,0	0,1	0,5	0,4	0,0	0,1	1,4	1,1	0,0	0,3	0,9	0,7	0,0	0,2
Impression	0,5	0,4	0,0	0,1	1,0	0,9	0,0	0,1	2,3	2,2	0,0	0,1	1,3	1,2	0,0	0,0
Pétrole et charbon	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,4	0,0	0,2	0,2	0,3	0,0	0,1	0,2
Produits chimiques	0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	0,4	0,1	0,2	1,4	0,8	0,3	0,3	0,7	0,5	0,1	0,1
Prod. en plast., en caout.	1,6	0,7	0,0	0,9	2,2	1,5	0,1	0,7	4,3	3,3	0,1	0,8	2,0	1,8	0,0	0,1
Prod. min. non métall.	1,6	0,6	0,0	0,9	3,3	2,3	0,2	0,8	4,7	3,4	0,3	1,1	1,4	1,1	0,2	0,2
Prem. transf. des métaux	0,4	0,1	0,1	0,2	1,6	0,6	0,3	0,7	2,9	1,8	0,4	0,8	1,3	1,1	0,1	0,1
Fabr. de prod. métall.	1,8	0,5	0,1	1,2	2,7	1,3	0,1	1,3	5,0	3,3	0,3	1,5	2,3	2,0	0,1	0,2
Machines	1,4	0,5	0,0	0,9	2,9	1,7	0,1	1,1	6,3	5,0	0,2	1,1	3,4	3,3	0,2	0,0
Prod. inf. et électron.	5,6	1,7	0,0	3,9	11,4	4,8	0,0	6,6	22,3	16,4	0,1	5,8	10,9	11,6	0,1	-0,8
Mat., app., comp. élect.	4,8	2,3	0,0	2,4	8,1	6,5	0,1	1,5	14,5	12,8	0,2	1,4	6,4	6,3	0,1	0,0
Mat. de transport	0,4	0,1	0,0	0,3	0,7	0,3	0,0	0,3	1,2	0,7	0,0	0,5	0,5	0,4	0,0	0,1
Meubles	3,7	0,6	0,0	3,1	7,1	5,1	0,1	2,0	13,7	11,6	0,1	2,0	6,6	6,5	0,0	0,1
Act. div. de fabrication	11,8	6,3	1,3	4,2	17,7	12,6	2,4	2,7	21,5	16,1	2,9	2,5	3,8	3,6	0,5	-0,3

# Fabrication

## Importance économique

- Le secteur représente 17 % du PIB, et environ la moitié de sa production est exportée
- Les principales industries sont le matériel de transport (17 % du PIB du secteur), les aliments (10 %), les produits chimiques (8 %) et la fabrication de produits métalliques (8 %)
- 13 % de tous les emplois se trouvent dans le secteur de la fabrication

## Principaux moteurs de la croissance

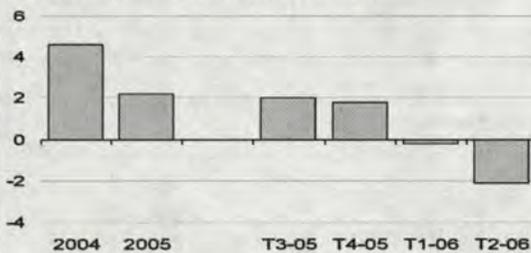
- La demande extérieure et intérieure
- Le taux de change Canada-États-Unis, les coûts de l'énergie et d'autres matières premières, les coûts de la main-d'œuvre canadienne par rapport à ceux des concurrents étrangers

## Principaux enjeux du secteur

- La détérioration de la compétitivité causée par la hausse du dollar canadien et les prix élevés de l'énergie
- La plus forte concurrence de la Chine et de l'Inde sur les marchés intérieurs et extérieurs
- Le ralentissement de la croissance aux États-Unis

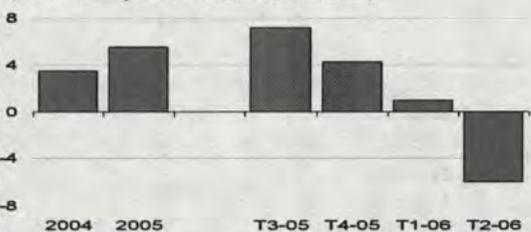
**Graphique 1 : Croissance du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



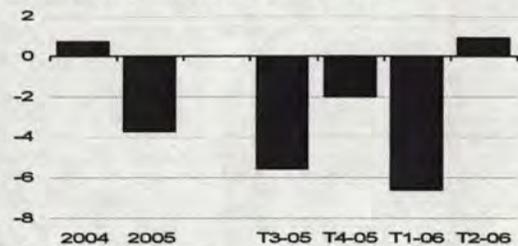
**Graphique 3 : Croissance de la productivité du travail**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



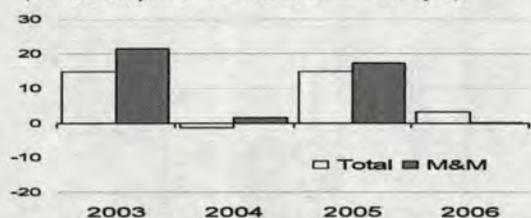
**Graphique 2 : Croissance de l'emploi**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



**Graphique 4 : Croissance des dépenses d'investissement<sup>1</sup>**

(En %, d'une période à l'autre, en dollars historiques)



1. Les données pour 2006 proviennent de l'enquête sur les intentions d'investissement.

## Résumé

Le PIB réel du secteur de la fabrication a diminué durant les deux premiers trimestres en raison de la plus faible croissance aux États-Unis et des effets retardés des hausses du dollar canadien. Même si le nombre d'emplois a augmenté (4 900) au deuxième trimestre pour la première fois en deux ans, il y a eu 31 800 emplois de moins aux deux premiers trimestres. Au deuxième trimestre, la baisse de la production, conjuguée à la hausse de l'emploi, s'est traduite par une diminution de 6 % de la productivité du travail, laquelle avait augmenté en moyenne de 5,3 % durant les deux années précédentes. On prévoit une forte hausse des investissements dans les M&M par la plupart des fabricants cette année, ce qui augure bien pour l'amélioration future de la productivité. La situation financière des fabricants s'est quelque peu affaiblie, leur marge bénéficiaire tombant à 5,5 % au deuxième trimestre, ce qui est quand même juste en dessous de la moyenne historique.

## Production

Le PIB réel du secteur de la fabrication a diminué de 2,1 % au deuxième trimestre (graphique 1). Il s'agit du deuxième recul de suite et du plus important en trois ans. La production s'est repliée en moyenne de 1,2 % aux deux premiers trimestres. Cet affaiblissement est attribuable au ralentissement de la croissance aux États-Unis et à l'appréciation soutenue du dollar canadien durant la dernière année.

Des 21 industries de la fabrication, 11 ont vu leur production fléchir au deuxième trimestre. La baisse a été plus marquée dans les usines de produits textiles (-30,3 %), les produits minéraux non métalliques (-18,2 %), les produits en bois (-17,3 %), les produits en plastique et en caoutchouc (-11,4 %) et la fabrication de produits métalliques (-4,9 %). Toutes ces industries ont subi le contrecoup de la réduction des investissements dans le

# Fabrication

logement neuf et la construction commerciale au deuxième trimestre. Par contre, le PIB réel de l'industrie du matériel de transport -- la plus grande industrie axée sur les exportations -- s'est redressé de 1,4 % après avoir baissé de 10,8 % au premier trimestre.

Ce regain est entièrement attribuable à la hausse de 16,6 % de la production de l'industrie aéronautique. Le repli de la demande américaine de véhicules automobiles a fait fléchir de 4,7 % la production de l'industrie automobile, qui a enregistré une baisse totale de 5,2 % cette année.

Les usines de textiles et de produits textiles ont poursuivi leur tendance baissière au deuxième trimestre, leur production ayant reculé de 30,3 % et de 7,3 %, respectivement. Ces deux industries sont parmi les industries de la fabrication les plus touchées par la plus vive concurrence des importations provenant des pays à faible coût de production (FCP) (voir l'encadré analytique 1 à la page 11).

Les industries de haute technologie ont affiché des résultats contrastés au deuxième trimestre. Le PIB réel de l'industrie des produits informatiques et électroniques a reculé de 1,6 % au deuxième trimestre; cette baisse fait suite à une hausse de 14,2 % au trimestre précédent et à un taux trimestriel moyen de 12 % durant les trois années précédentes. Dans l'industrie du matériel, des appareils et

composants électriques, la production a remonté de 3,4 % au deuxième trimestre après avoir reculé de 7,6 % au premier trimestre.

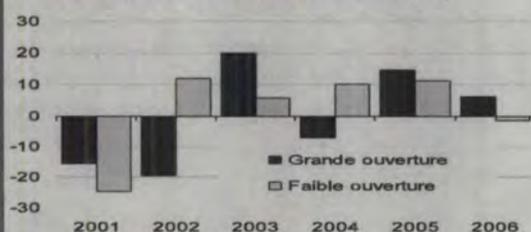
## Marché du travail

Au deuxième trimestre, l'emploi a progressé de 0,9 % (4 900) dans le secteur de la fabrication pour la première fois en deux ans (graphique 2). Seules 9 industries sur 21 ont connu une avance, les plus fortes hausses étant enregistrées dans le matériel de transport (13 600), les machines (9 000), les produits en bois (6 800) et l'impression (5 400). Des pertes d'emplois importantes ont été observées dans les industries des aliments et des boissons (-10 600), les textiles, les vêtements et les produits en cuir (-10 200) et le papier (-7 100).

Les fabricants, qui exportent une grande part de leur production, sont confrontés à de grands défis, notamment l'appréciation du dollar canadien. Pour rester concurrentielles sur le marché mondial, les entreprises peuvent choisir d'accroître leurs investissements générateurs de productivité et/ou de réduire leurs effectifs. Depuis la remontée du dollar au quatrième trimestre de 2002, le secteur de la fabrication compte 7,8 % d'emplois de moins (-181 500). Ces pertes sont néanmoins beaucoup plus faibles que celles enregistrées durant la récession nord-américaine du début des années 1990. Le recul de l'emploi a été observé dans presque toutes les industries (graphique 5).

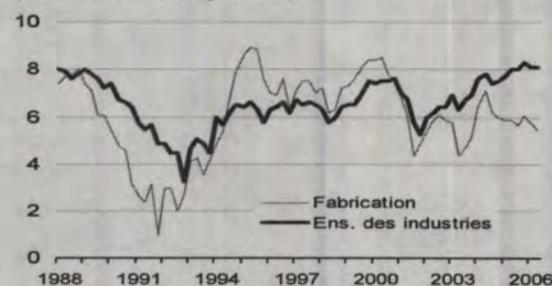
**Graphique 5 : Dépenses d'investissement des fabricants selon leur degré d'ouverture nette aux échanges**

(En %, d'une période à l'autre, en dollars historiques)



**Graphique 6 : Marges bénéficiaires**

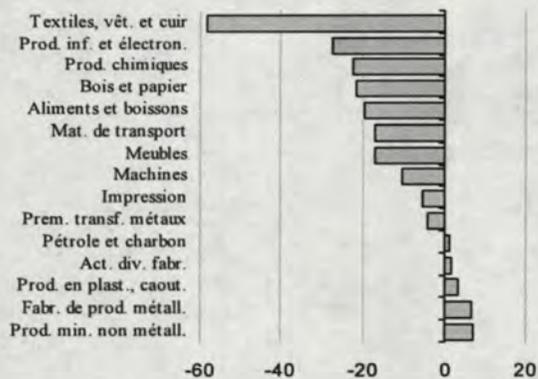
(En % des recettes d'exploitation)



# Fabrication

L'impact a été plus prononcé dans le cas des industries dont le degré d'ouverture aux échanges internationaux est élevé telles que les industries des textiles, des vêtements et des produits en cuir (-58 300), des produits informatiques et du matériel électrique (-27 200) et des meubles (-16 800). Ces industries sont aussi les plus visées par la concurrence des pays à FCP. Des pertes d'emplois sont aussi enregistrées dans les industries du bois et du papier (-44 900), des produits chimiques (-22 300) et du matériel de transport (-16 900).

**Graphique 5 : Évolution de l'emploi selon l'industrie de la fabrication depuis le T4 de 2002**  
(En milliers)



En revanche, les industries des produits en plastique et en caoutchouc, la fabrication de produits métalliques et les produits minéraux non métalliques ont augmenté leurs effectifs, sous l'impulsion notamment de la demande élevée de logements.

## Productivité du travail

La productivité du travail a fléchi de 6 % au deuxième trimestre à cause de la plus faible production et de la hausse de l'emploi (graphique 3). Toutefois, cette baisse fait suite à huit augmentations consécutives qui se sont établies en moyenne à 5,3 % par trimestre.

## Dépenses d'investissement

Selon une enquête menée par Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les fabricants entendent accroître de 3,4 % leurs dépenses d'investissement en 2006, et cette hausse est entièrement le fait des industries qui ont un degré élevé d'ouverture aux échanges internationaux (graphiques 4 et 6). Cette avance est faible à cause de la baisse de 19,3 % des investissements de l'industrie du pétrole et du charbon. Mise à part cette industrie, les investissements devraient progresser de 7,2 %.

Les investissements dans les structures devraient augmenter cette année (31,4 %) pour la première fois depuis 2000, ce qui aura des retombées positives sur l'emploi, car ce genre de dépenses d'investissement comportent une intensité élevée de main-d'œuvre.

Par contre, la hausse prévue des dépenses d'investissement dans les M&M ne s'élève qu'à 0,1 %, après s'être établie à 45 % durant les trois années précédentes. Encore une fois, cela est dû à la baisse des investissements dans les M&M des industries des produits du pétrole et du charbon (-18,4 %) et des produits en bois (-10,7 %). Dans les 17 autres industries, les investissements dans les M&M devraient croître, la hausse la plus forte appartenant aux industries qui ont la plus grande ouverture nette aux échanges internationaux, p. ex. le matériel, les appareils et les composants électriques, les produits informatiques et électroniques, et les vêtements et les textiles.

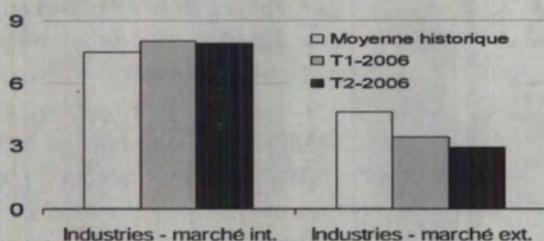
## Situation financière

Dans l'ensemble, la situation financière des fabricants est restée relativement saine ces dernières années, malgré l'appréciation du dollar canadien et la hausse des prix de l'énergie. Au deuxième trimestre, la marge bénéficiaire des fabricants a diminué pour se situer à 5,5 % (graphique 7), ce qui reste quand même près de la moyenne historique de 6 %.

# Fabrication

Les résultats bénéficiaires diffèrent beaucoup d'une industrie à l'autre selon qu'elle est axée sur le marché intérieur ou le marché extérieur (graphique 8). Au deuxième trimestre, grâce à la forte demande intérieure, la marge bénéficiaire des industries axées sur le marché intérieur est restée relativement stable, à un niveau supérieur à la moyenne historique. Cependant, la marge bénéficiaire des industries axées sur les exportations a poursuivi sa baisse au même trimestre, et elle est inférieure à la moyenne historique.

**Graphique 8 : Marges bénéficiaires des industries de la fabrication, axées sur le marché intérieur ou sur le marché extérieur**  
(En % des recettes d'exploitation)



# Fabrication

## Encadré analytique 2

### L'Enquête sur les perspectives du monde des affaires est-elle un bon indicateur de la performance réelle du secteur de la fabrication?

La faiblesse qui touche actuellement la production des fabricants, laquelle a reculé aux deux premiers trimestres de 2006, témoigne d'un certain nombre de défis, en premier lieu la modération de la croissance économique aux États-Unis. Les économistes du secteur privé prévoient que ce défi continuera probablement de se poser encore quelque temps, ce qui pourrait freiner la performance économique du secteur de la fabrication au cours des prochains mois.

Le secteur de la fabrication est une source importante d'activité économique au Canada. Le secteur représente 17 % du produit intérieur brut total, environ 60 % de toutes les exportations de marchandises et des millions d'emplois directs et indirects. Par conséquent, une faiblesse prolongée de la production des fabricants aurait des effets notables sur le reste de l'économie. Or, l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires (EPMA) de Statistique Canada sur le secteur de la fabrication nous renseigne sur l'état actuel du secteur de la fabrication. Nous nous sommes demandé si cette enquête pouvait aussi donner des renseignements sur la performance actuelle du secteur.

L'Enquête est menée auprès de 4 000 fabricants au pays, quatre fois par année, durant les deux premières semaines de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre, et les résultats sont publiés à la fin du mois. Elle comprend cinq questions. En ce qui concerne la production, les répondants doivent indiquer si le volume de la production des trois prochains mois sera plus élevé, moins élevé ou le même que celui des trois mois précédents. On y vérifie aussi les perspectives sur l'état réel de l'emploi pour les trois prochains mois (plus élevé ou plus faible), l'état des nouvelles commandes (croissant ou décroissant), du carnet de commandes (plus élevé ou plus bas que la normale) et du niveau des stocks (trop élevé ou trop bas). Les résultats de l'enquête sont publiés quatre mois avant les estimations de la production des fabricants du trimestre courant, effectuées par Statistique Canada. Par exemple, les résultats de l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires pour le troisième trimestre de 2006 ont été publiés le 27 juillet; les estimations du PIB réel du secteur de la fabrication pour le même trimestre seront publiées à la fin de novembre.<sup>1</sup>

#### *Dans quelle mesure l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires est-elle un bon indicateur?*

L'analyse de corrélation est un moyen simple d'évaluer si l'Enquête permet de mieux cerner l'évolution de la croissance actuelle du PIB réel du secteur de la fabrication.<sup>2</sup> Cette technique montre la solidité du lien entre les résultats de l'Enquête et le taux d'augmentation de la production des fabricants. Le tableau 1 (page suivante) présente les coefficients de corrélation de chacune des cinq questions de l'Enquête avec la croissance du PIB réel du secteur de la fabrication.<sup>3</sup>

Pour la période courante, l'indice de la production de l'Enquête a la corrélation la plus forte, soit 0,75, avec la croissance du PIB réel des fabricants (tableau 1, première colonne). De plus, le graphique 1 montre clairement que l'indice de la production de l'Enquête cerne bien les hauts et les bas et même toutes les périodes prolongées d'accélération et de décélération de la croissance

1. Statistique Canada a aussi publié des estimations du PIB réel mensuel du secteur de la fabrication. Le 27 juillet, les plus récentes données disponibles remontaient à mai 2006. Les estimations pour les trois mois du troisième trimestre de 2006 sont publiées à la fin de septembre, d'octobre et de novembre, respectivement.

2. Les corrélations sont calculées à l'aide de données révisées.

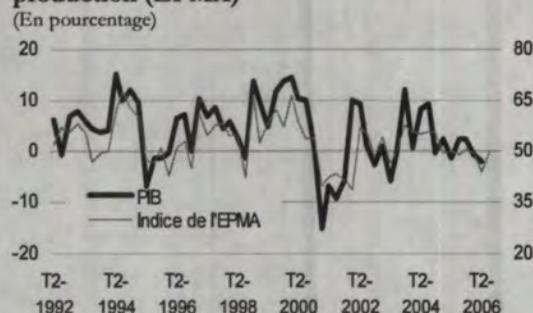
3. Les données concernant chacune des cinq questions de l'Enquête ont été fondues en un indice axé sur le chiffre 50. Il s'agit de la somme du pourcentage des fabricants qui ont déclaré une hausse et de la moitié du pourcentage des fabricants qui ont déclaré aucun changement. Cette méthode est semblable à celle de l'indice largement utilisé par l'Institute of Supply Management, le Purchasing Manager's Index.

# Fabrication

**Tableau 1 : Corrélation entre l'Enquête et la croissance du PIB réel des fabricants**

	Valeur de l'indice au trimestre courant et croissance du PIB réel au trimestre courant	Valeur de l'indice au trimestre courant et croissance du PIB réel au trimestre suivant
<b>Indices de l'EPMA</b>		
Production	0,75	0,26
Emploi	0,29	0,01
Nouvelles commandes	0,68	0,36
Commandes en carnet	0,57	0,23
Stocks	0,39	0,12

**Graphique 1 : Croissance du PIB réel dans le secteur de la fabrication et indice de la production (EPMA)**



du PIB réel des fabricants durant les années 1990 et 2000. L'indice des nouvelles commandes de l'Enquête est aussi fortement corrélé (0,68) avec la croissance de la production des fabricants. La plus faible corrélation est obtenue avec l'indice de l'emploi de l'Enquête, ce qui n'est pas surprenant puisque les économistes estiment généralement que l'emploi est un indicateur retardé de la production.

La deuxième colonne du tableau 1 montre la mesure dans laquelle chaque question de l'Enquête nous renseigne sur la croissance du PIB réel des fabricants pour le trimestre suivant. Les corrélations sont toutes beaucoup moins élevées, ce qui laisse supposer que chaque question de l'Enquête ne constitue pas un bon indicateur avancé de la croissance du PIB réel des fabricants pour le trimestre suivant.

### *La performance actuelle du secteur de la fabrication : en perte de vitesse ou en croissance?*

Que nous apprend l'Enquête au sujet de la production des fabricants au troisième trimestre, laquelle a diminué aux deux premiers trimestres? Selon les résultats de l'Enquête, dans l'ensemble, les fabricants sont plus optimistes concernant le taux de croissance de la production pour le troisième trimestre comparativement au deuxième. Cet optimisme concorde avec les données de juillet sur la production des fabricants, qui montrent une hausse de 0,2 % du niveau de production pour le mois par rapport à la moyenne du deuxième trimestre. (Advenant une croissance nulle en août et en septembre, le PIB réel des fabricants progresserait à un taux annualisé de 0,8 % au troisième trimestre.) Le niveau plus élevé de satisfaction des fabricants à l'égard des nouvelles commandes est un autre signe que la production des fabricants augmentera en août et en septembre.<sup>4</sup>

### *Principales constatations*

L'analyse servant à déterminer si l'Enquête offre des renseignements anticipés sur la performance réelle du secteur de la fabrication révèle les points suivants :

- L'indice de la production de l'Enquête est utile pour suivre l'évolution du PIB réel des fabricants.
- Les données de l'Enquête sur le troisième trimestre suggèrent une remontée de la production des fabricants durant ce trimestre.

4. Le tableau 1 montre que, parmi les cinq questions de l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires, l'indice des nouvelles commandes constitue le meilleur indicateur avancé de la future croissance du PIB réel des fabricants.

# Énergie et extraction minière

## Importance économique

- Le secteur représente 5 % du PIB, et environ 88 % de sa production est exportée
- Les principales industries sont l'énergie (75 % du PIB du secteur) et l'extraction minière (16 %)
- 1,3 % de tous les emplois appartiennent au secteur de l'énergie et de l'extraction minière

## Principaux moteurs de la croissance

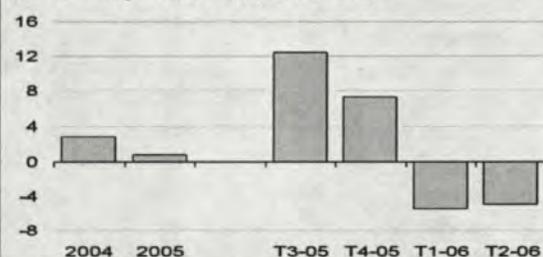
- La croissance de la population mondiale
- L'industrialisation des économies émergentes
- L'évolution du cycle économique mondial

## Principaux enjeux du secteur

- La pénurie de main-d'œuvre qualifiée
- Les émissions de gaz à effet de serre
- L'adaptation à la flambée des prix des extrants

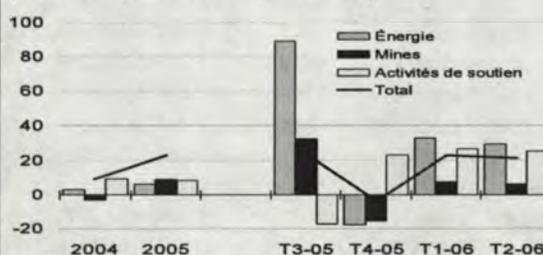
**Graphique 1 : Croissance du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



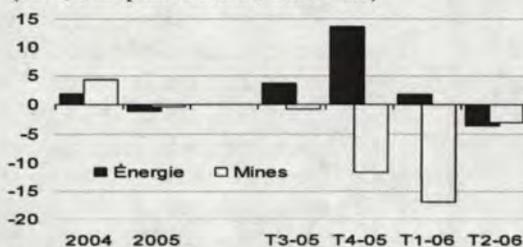
**Graphique 3 : Croissance de l'emploi**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



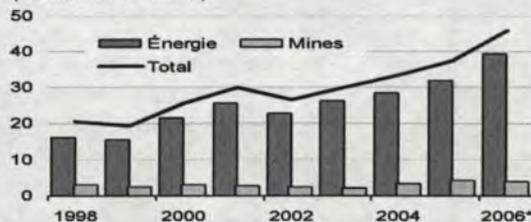
**Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



**Graphique 4 : Dépenses d'investissement<sup>1</sup>**

(En milliards de dollars)



1. Les données pour 2006 proviennent de l'enquête sur les intentions d'investissement.

## Résumé

Le PIB réel du secteur de l'énergie et de l'extraction minière a diminué en moyenne de 5,1 % aux deux premiers trimestres. Les industries de l'extraction minière et de l'énergie, où les travaux d'entretien et l'hiver clément ont freiné le rythme d'extraction pétrolière et gazière, sont principalement à l'origine de la baisse de cette année. Toutefois, malgré une production plus faible, l'emploi a augmenté aux deux premiers trimestres de 22 800, alimenté surtout par les grands projets d'exploitation des sables bitumineux. La situation bénéficiaire des entreprises de l'énergie s'est détériorée en 2006 à cause d'une baisse de 60 % des prix du gaz naturel. Cependant, les marges bénéficiaires de près de 20 % restent encore bien au-dessus des creux historiques de près de 1 % enregistrés vers la fin des années 1990. La marge bénéficiaire de l'industrie de l'extraction minière s'est hissée à un sommet de tous les temps de 18,9 % au deuxième trimestre, sous l'impulsion des prix des métaux communs, qui n'avaient jamais été aussi élevés. Grâce à l'amélioration substantielle de leur situation financière ces dernières années, les entreprises du secteur de l'énergie et de l'extraction minière ont pu investir considérablement. En 2006, les dépenses d'investissement dans ce secteur devraient augmenter de 5,7 % après avoir gagné en tout 41,5 % durant les trois dernières années.

## Production

La croissance du PIB réel du secteur de l'énergie et de l'extraction minière a diminué de 4,9 % au deuxième trimestre (graphique 1). La production est en baisse de 5,1 % en moyenne depuis le début de l'année. Ce recul fait suite à une hausse moyenne de 9,1 % du

deuxième trimestre de 2004 au quatrième trimestre de 2005. Les industries de l'énergie et de l'extraction minière sont à l'origine du repli de cette année (graphique 2). Au deuxième trimestre, le PIB réel de l'industrie de l'énergie s'est replié de 3,6 %, principalement à cause

# Énergie et extraction minière

des travaux d'entretien imprévus aux sites d'extraction pétrolière et des niveaux plus élevés de stock de gaz naturel, attribuables à l'hiver plus clément. Au premier trimestre, la production n'a avancé que de 1,8 % après avoir fait un bond de 13,6 % au trimestre précédent. Ce bond est principalement imputable à la forte demande des États-Unis, laquelle a été alimentée par la saison des ouragans, et le début de la production pétrolière de White Rose à Terre-Neuve-et-Labrador.

L'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) s'attend à une diminution moyenne de 3,5 % par année de la production pétrolière conventionnelle durant les dix prochaines années. Durant la même période, la production issue des sables bitumineux devrait augmenter considérablement. Selon l'ACPP, la production plus que triplera pour atteindre plus de 3,5 millions de barils par jour d'ici 2015.

Le PIB réel de l'industrie de l'extraction minière a baissé de 3,1 % au deuxième trimestre, avoir après connu des diminutions aux trois trimestres précédents de 0,7 %, de 11,6 % et de 16,9 %. Au premier trimestre, la production minière a été touchée par les négociations contractuelles en cours concernant les exportations de produits minéraux, notamment la potasse.

Enfin, compte tenu de la plus faible production de l'industrie de l'énergie, le PIB réel de l'industrie des activités de soutien a

fléchi de près de 20 % en moyenne aux deux premiers trimestres.

## Marché du travail

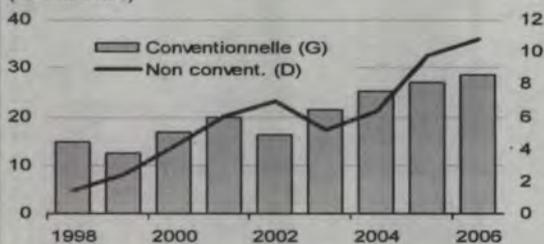
Au deuxième trimestre, l'emploi a encore augmenté vigoureusement, soit de 20,8 % (11 100) dans le secteur de l'énergie et de l'extraction minière (graphique 3). Depuis le début de l'année, on compte 22 800 emplois de plus, ce qui est un résultat exceptionnel si on le compare à celui de 2005, soit 23 100 emplois de plus.

L'augmentation de cette année tire principalement son origine des industries de l'énergie (10 400) et des activités de soutien (10 300). La création d'emplois dans ces industries a été stimulée par les grands projets d'immobilisations, surtout l'exploitation des sables bitumineux, alimentés par la plus forte demande mondiale d'énergie. Dans l'industrie de l'extraction minière, 2 100 emplois ont été créés durant le premier semestre de l'année.

Le secteur de l'énergie et de l'extraction minière est maintenant confronté à des pénuries de main-d'œuvre dans l'Ouest canadien. Selon une récente enquête de Deloitte, à laquelle ont participé 55 répondants des secteurs de l'énergie, de l'extraction minière et des services publics, le manque de plus en plus grand de travailleurs spécialisés limite la productivité et l'efficacité des entreprises. Parmi les répondants, 55 % sont d'avis que la pénurie de main-d'œuvre spécialisée restreindra la capacité de répondre

**Graphique 5 : Dépenses d'investissement – Extraction pétrolière et gazière<sup>2</sup>**

(En milliards \$)

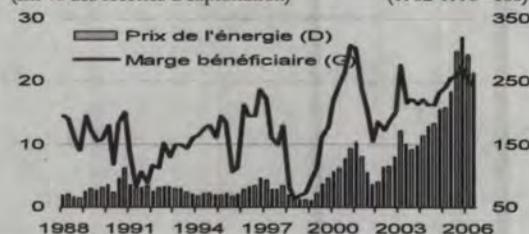


2. Données tirées de l'enquête sur les intentions d'investissement.

**Graphique 6 : Marge bénéficiaire et Indice des prix des produits de base de la Banque du Canada**

(En % des recettes d'exploitation)

(1982-1990=100)



# Énergie et extraction minière

aux impératifs de la production et à la demande des clients, tandis que 47 % estiment que la pénurie de main-d'œuvre spécialisée aura un effet sur la capacité d'innover de leur organisme. Bien que 80 % des répondants affirment discuter de la question aux réunions de leur conseil d'administration, seulement 18 % d'entre eux disent disposer de stratégies de redressement.

## Dépenses d'investissement

D'après une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les dépenses d'investissement dans le secteur de l'énergie et de l'extraction minière devraient croître de 6 % en 2006 pour atteindre 46 milliards de dollars (graphique 4). Le plus gros de ces dépenses, 39,2 milliards de dollars, se fera dans l'industrie de l'énergie (graphique 4) et surtout dans l'extraction conventionnelle de pétrole et de gaz (graphique 5).

Les investissements dans les sables bitumineux devraient se hisser à un sommet historique de 10,8 milliards de dollars, soit une hausse de 10,6 % par rapport à 2005. Selon une récente étude sur les occasions et les défis de l'industrie d'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, l'Office national de l'Énergie (ONE) évalue à 125 milliards de dollars les dépenses d'investissement nécessaires à la construction de tous les projets annoncés dans l'industrie des sables bitumineux, pour la période de 2006 à 2015.

Dans l'industrie de l'extraction minière, les dépenses d'investissement devraient diminuer de 3,9 % pour passer à 4,1 milliards de dollars (graphique 4), les structures et les M&M connaissant des baisses. Le recul prévu fait suite à une hausse de près de 100 % durant les deux années précédentes.

## Situation financière

La situation financière des entreprises du secteur de l'énergie et de l'extraction minière s'est détériorée depuis la fin de 2005, mais elle

reste très saine si on la compare aux résultats antérieurs (graphique 6). Au deuxième trimestre, les bénéfices d'exploitation, en pourcentage des recettes d'exploitation, ont diminué pour un deuxième trimestre de suite pour s'établir à 19,5 %, ce qui est encore bien au-dessus de la moyenne historique (13 %).

L'industrie de l'énergie est à l'origine de la réduction de la rentabilité du secteur, laquelle s'explique par la chute des prix du gaz naturel depuis décembre dernier (60 %). Par contre, la marge bénéficiaire de l'industrie de l'extraction minière, à la faveur des prix élevés des métaux, s'est hissée à un sommet de tous les temps de 18,9 % au deuxième trimestre.

## Prix des produits de base : Situation actuelle et perspectives

*Pétrole brut* : Depuis quelques mois, le prix du pétrole WTI (West Texas Intermediate) a beaucoup diminué, passant d'un sommet de tous les temps de 75 \$ le baril en juillet à un peu moins de 60 \$US le baril en septembre (graphique 7). La baisse semble être attribuable au moins grand risque lié à l'offre de l'Iran, du Nigeria et de l'Iraq, et de la plus faible croissance prévue de la demande mondiale de pétrole. Dans ses plus récentes prévisions énergétiques à court terme, l'Energy Information Agency (EIA) des États-Unis prévoit que les prix du pétrole WTI augmenteront pour s'établir à environ 67 \$ le baril d'ici janvier, sous l'impulsion de la demande de mazout cet hiver (graphique 8). Les prix du pétrole resteront élevés tout au long de 2007, car l'agence prévoit qu'il n'y aura que de légères hausses de la capacité de production de réserve et que la crainte de perturbations dans l'approvisionnement se poursuivra.

*Gaz naturel* : Étant donné l'hiver plus doux que d'habitude en Amérique du Nord, les stocks ont été plus que largement suffisants et les prix

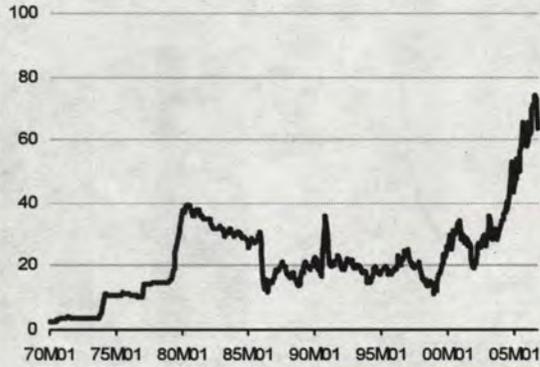
# Énergie et extraction minière

du gaz ont chuté aux États-Unis durant le premier semestre. En septembre, le prix s'élevait à 4,90 \$US le millier de pieds cubiques (mpc), ce qui est beaucoup moins que le sommet historique de 13,42 \$US observé en octobre 2005 (graphique 9). L'EIA prévoit que les prix du gaz naturel remonteront progressivement avec la hausse attendue de la demande de mazout cet hiver (graphique 10). Toutefois, selon elle, les prix seront inférieurs à ceux de l'hiver dernier, compte tenu des niveaux très élevés de stock de gaz naturel.

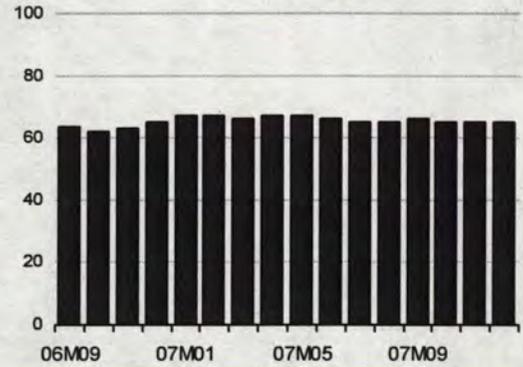
*Métaux communs* : Les prix des métaux communs ont poursuivi leur hausse au deuxième trimestre pour se hisser à de nouveaux sommets historiques (graphiques 11, 13, 15 et 17). À l'origine de cet élan observé au cours des dernières années, la solide croissance de l'économie mondiale, surtout en Chine, la conjoncture serrée de l'offre et de la demande mondiales et la participation accrue des fonds spéculatifs sur le marché des métaux. Selon les contrats à terme du London Metal Exchange (LME), les prix de l'aluminium (graphique 12), du cuivre (graphique 14), du nickel (graphique 16) et du zinc (graphique 18) se replieront sensiblement durant les deux prochaines années, sous l'effet en partie du ralentissement prévu de la demande américaine, mais ils resteront élevés par rapport à ce qu'ils ont déjà été.

# Énergie et extraction minière

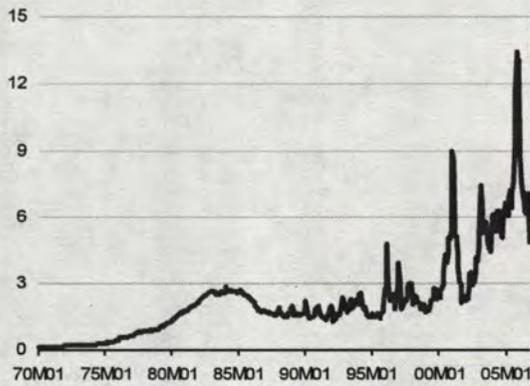
**Graphique 7 : Prix du pétrole WTI**  
(En \$US le baril)



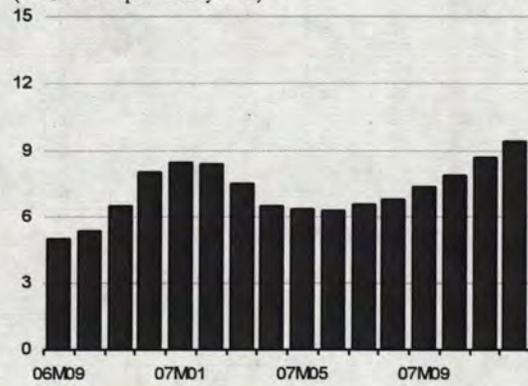
**Graphique 8 : Prédiction du prix du pétrole WTI**  
(En \$US le baril)



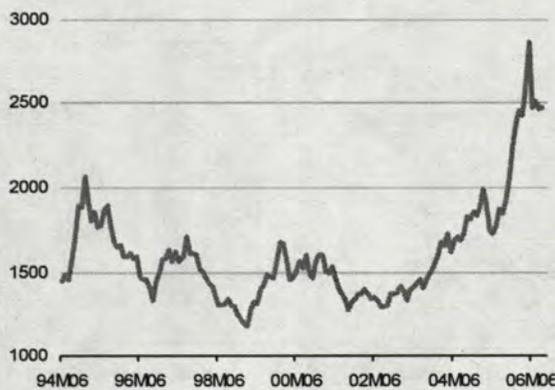
**Graphique 9 : Prix du gaz naturel - É.-U.**  
(En \$US le mpc - Henry Hub)



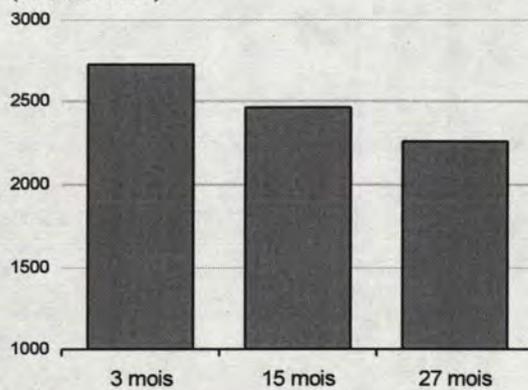
**Graphique 10 : Prédiction du prix du gaz naturel - É.-U.**  
(En \$US le mpc - Henry Hub)



**Graphique 11 : Prix de l'aluminium - LME**  
(En \$US la tonne)



**Graphique 12 : Prix de l'aluminium, contrats à terme - LME**  
(En \$US la tonne)

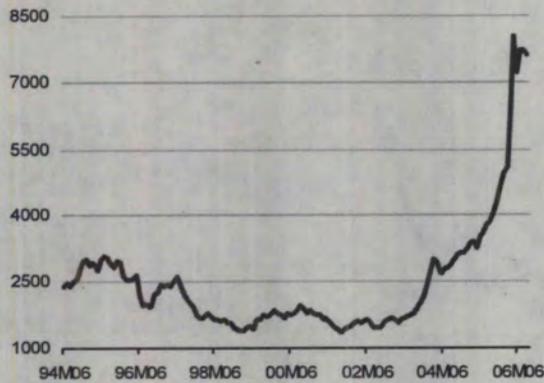


Nota : Les prévisions des prix du pétrole WTI et du gaz naturel proviennent de l'Energy Information Agency des États-Unis. Elles sont tirées de leurs perspectives à court terme publiées en octobre 2006. Les prix selon les contrats à terme du LME sont les futurs cours acheteurs du London Metal Exchange pour les métaux mentionnés, au 20 octobre 2006.

# Énergie et extraction minière

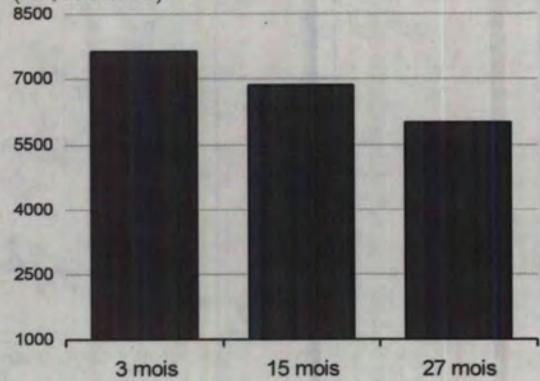
**Graphique 13 : Prix du cuivre - LME**

(En \$US la tonne)



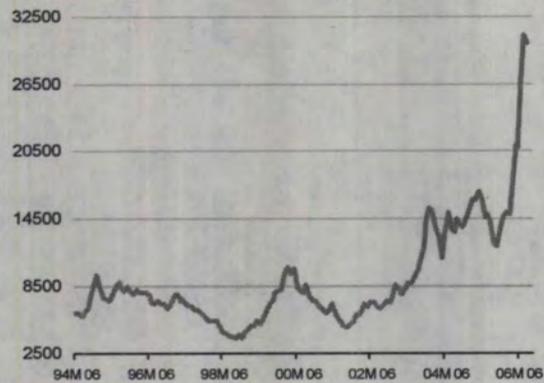
**Graphique 14 : Prix du cuivre, contrats à terme - LME**

(En \$US la tonne)



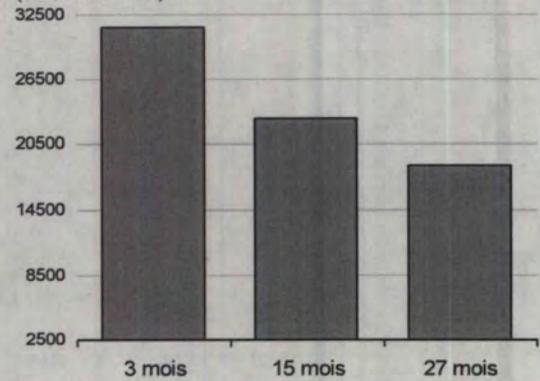
**Graphique 15 : Prix du nickel - LME**

(En \$US la tonne)



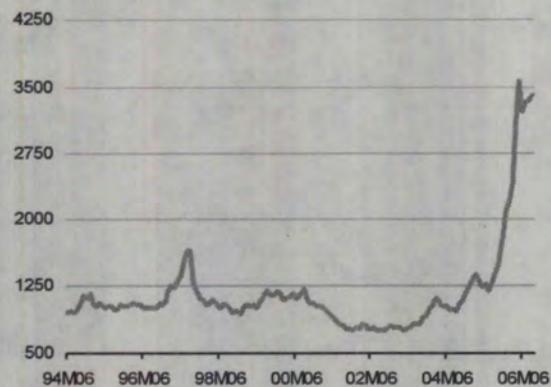
**Graphique 16 : Prix du nickel, contrats à terme - LME**

(En \$US la tonne)



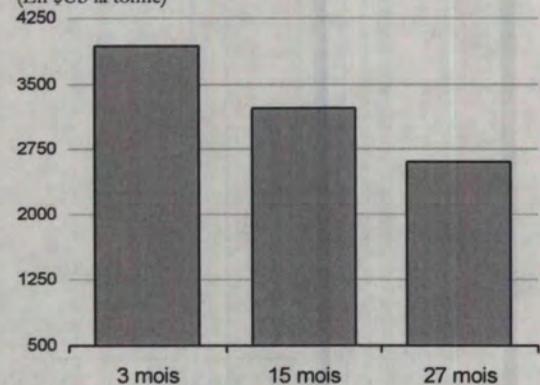
**Graphique 17 : Prix du zinc - LME**

(En \$US la tonne)



**Graphique 18 : Prix du zinc, contrats à terme - LME**

(En \$US la tonne)



# Services aux ménages

## Importance économique

- Le secteur représente 11 % du PIB, et environ 7 % de sa production est exportée
- Les principales industries sont le commerce de détail (51 % du PIB du secteur), les autres services (sauf les administrations publiques) (22 %) ainsi que l'hébergement et la restauration (19 %)
- 25 % de tous les emplois se trouvent dans le secteur des services aux ménages

## Principaux moteurs de la croissance

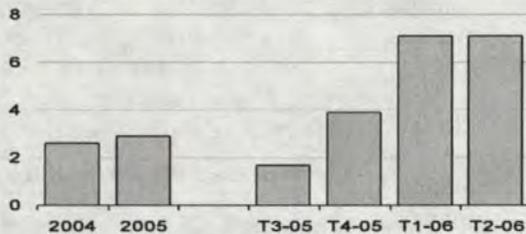
- La structure démographique et la croissance de la population
- Le tourisme
- Le revenu, l'emploi et la confiance des consommateurs

## Principaux enjeux du secteur

- La forte réduction du nombre de touristes provenant du sud de la frontière

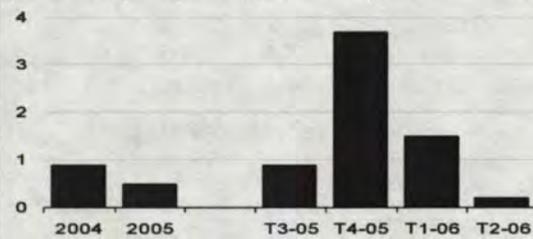
**Graphique 1 : Croissance du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



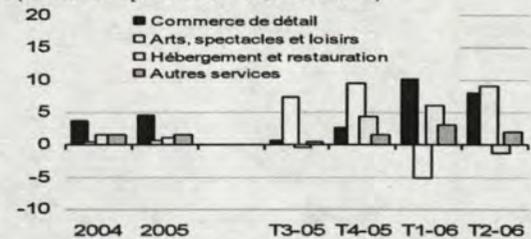
**Graphique 3 : Croissance de l'emploi**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



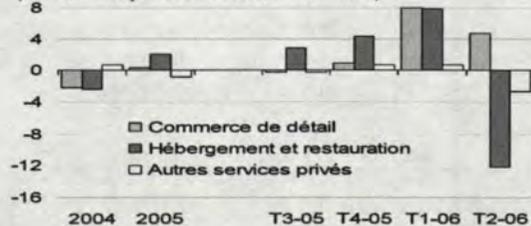
**Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



**Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



## Résumé

La croissance du PIB réel du secteur des services aux ménages s'est beaucoup raffermie, soit de 7,1 %, aux deux premiers trimestres. L'essor est principalement attribuable à l'industrie du commerce de détail, à la faveur surtout des plus fortes dépenses de consommation. On compte, en tout, 16 700 emplois de plus pour le premier semestre de l'année, l'industrie du commerce de détail dominant également à ce chapitre. La productivité du travail dans cette industrie s'est redressée de 6,3 % en moyenne aux deux premiers trimestres. Les investissements dans le secteur des services aux ménages devraient croître de près de 9 % en 2006, ce qui augure bien pour l'augmentation de la productivité.

## Production

Le PIB réel du secteur des services aux ménages a crû de 7,1 % au deuxième trimestre (graphique 1). La croissance de la production a aussi été robuste aux deux premiers trimestres, soit 7,1 % en moyenne, presque le double de l'avance observée en 2005.

L'industrie du commerce de détail, la plus importante industrie du secteur, est à l'origine de la plus grande partie de cet essor (graphique 2). La vigueur de cette industrie est imputable à la vive croissance des dépenses de consommation, même si l'hiver plus doux que

d'habitude a peut-être stimulé les ventes au détail au premier trimestre. La production de l'industrie du commerce de détail a progressé de 9,1 % en moyenne aux deux premiers trimestres, et les gains ont été observés chez à peu près tous les types de détaillants.

Dans l'industrie de l'hébergement et de la restauration, la production s'est accrue en moyenne cette année, mais moins fortement, enregistrant une hausse moyenne de 2,4 % aux deux premiers trimestres.

## Services aux ménages

Le PIB réel de l'industrie des arts, des spectacles et des loisirs a avancé à un rythme moyen de 1,7 % aux deux premiers trimestres, contre une hausse moyenne de 5,9 % en 2005.

### Marché du travail

L'emploi a très peu progressé, soit de 0,2 % (1 700) dans le secteur des services aux ménages au deuxième trimestre (graphique 3). Néanmoins, l'augmentation de l'emploi est forte si l'on compte les 16 700 emplois créés depuis le début de l'année, surtout dans le commerce de détail des aliments et des boissons, des vêtements et des accessoires vestimentaires, ainsi que des magasins de fournitures de tout genre. En 2005, il y a eu 18 000 emplois de plus.

À cause de forces contraires, la situation de l'emploi semble ne pas avoir évolué dans le secteur des services aux ménages au deuxième trimestre. En effet, les industries du commerce de détail et d'autres services ont créé 10 300 et 6 800 emplois respectivement, alors que l'industrie des arts, des spectacles et loisirs en a perdu 18 000, soit la sixième et plus importante baisse en sept trimestres dans cette branche d'activité.

### Productivité du travail

La productivité du travail est remontée dans l'industrie du commerce de détail en 2006 (graphique 4) après avoir diminué en 2004 et n'avoir pratiquement pas progressé en 2005. En moyenne, la productivité a augmenté de 6,3 % aux deux premiers trimestres, soit le

deuxième résultat en importance dans le secteur des entreprises. En revanche, la productivité a diminué en moyenne de 2,7 % dans l'industrie de l'hébergement et de la restauration aux deux premiers trimestres. Ce repli fait suite à une hausse trimestrielle moyenne supérieure à 4 % en 2005.

### Dépenses d'investissement

D'après une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les investissements dans le secteur des services aux ménages devraient croître fortement en 2006 après avoir enregistré une croissance nulle en 2005 (graphique 5). L'augmentation vise les structures (13 %) et les M&M (4,2 %).

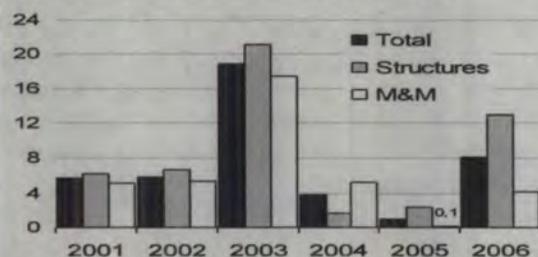
### Situation financière

La situation financière des industries du secteur des services aux ménages est demeurée saine dans l'ensemble au premier semestre de 2006, grâce à la solide demande des ménages (graphique 6).

En pourcentage des recettes d'exploitation, les bénéfices se sont accrus pour atteindre 9,1 % au deuxième trimestre, soit la marge la plus élevée depuis le premier trimestre de 2001, se hissant au-dessus de la moyenne historique de 8,8 % et de la moyenne pour l'ensemble des industries, soit 8,1 %.

**Graphique 5 : Croissance des dépenses d'investissement<sup>1</sup>**

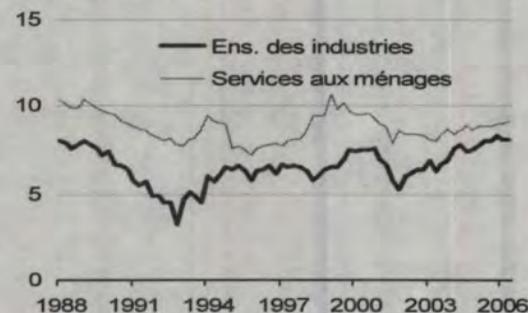
(En %, d'une période à l'autre, en dollars historiques)



1. Les données pour 2006 proviennent de l'enquête sur les intentions d'investissement.

**Graphique 6 : Marges bénéficiaires**

(En % des recettes d'exploitation)



# Services aux entreprises – ICSPST

## Importance économique

- Le secteur représente 8 % du PIB, et environ 12 % de sa production est exportée
- Les principales industries sont les services professionnels, scientifiques et techniques (51 % du PIB du secteur) et l'information et la culture (49 %)
- 9 % de tous les emplois se trouvent dans ce secteur

## Principaux moteurs de la croissance

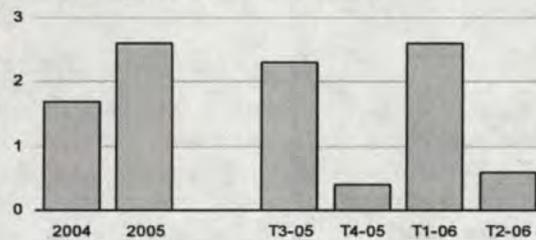
- La vigueur du marché intérieur
- La chaîne d'approvisionnement mondiale

## Principaux enjeux du secteur

- La mondialisation et « l'impartition » de certains services à des pays à faibles salaires dont l'offre de main-d'œuvre hautement spécialisée s'accroît
- La faible croissance de productivité des industries des services professionnels, scientifiques et techniques

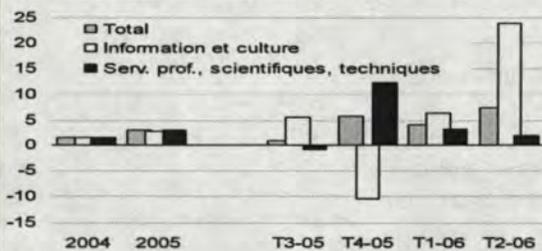
**Graphique 1 : Croissance du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



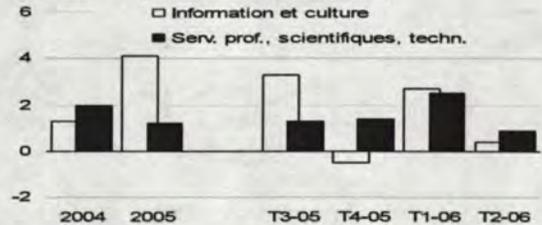
**Graphique 3 : Croissance de l'emploi**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



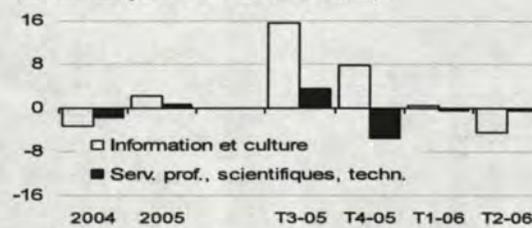
**Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



**Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



## Résumé

Dans le secteur des industries de l'information et de la culture et des services professionnels, scientifiques et techniques (ICSPST), le PIB réel a cru plus légèrement aux deux premiers trimestres, soit de 1,6 % en moyenne, à cause de la plus faible croissance des dépenses des entreprises. L'emploi a progressé à un bon rythme, 41 600 emplois étant créés durant les deux premiers trimestres, ce qui laisse supposer que les entreprises sont optimistes quant à la future demande. La hausse de l'emploi a été accompagnée par la baisse de la productivité du travail dans toutes les industries du secteur. Les dépenses d'investissement dans le secteur ICSPST devraient progresser de 3,3 % en 2006, soit plus qu'en 2005.

## Production

Le taux de croissance du PIB réel du secteur ICSPST a fortement diminué au deuxième trimestre, passant à 0,6 % (graphique 1). Le taux d'augmentation de la production a chuté à 1,6 % en moyenne aux deux premiers trimestres, par rapport à une hausse moyenne de 2,3 % en 2005. Le ralentissement du rythme d'activité est attribuable, en partie, à la plus faible croissance des dépenses des entreprises en matériel informatique et en logiciel.

L'industrie de l'information et de la culture est responsable de la diminution de la croissance dans le secteur ICSPST (graphique 2). Dans

cette industrie, la production est restée relativement stable au deuxième trimestre après avoir fait un bond de 2,7 % au premier trimestre. La production a crû de 1,5 % en moyenne aux deux premiers trimestres, en net recul par rapport au taux moyen d'augmentation de 3,3 % des quatre trimestres de 2005.

Dans l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques, la croissance du PIB réel a été plus forte au premier trimestre qu'au deuxième. Néanmoins, la croissance de l'activité s'est raffermie pour s'établir à 1,7 %

# Services aux entreprises – ICSPST

en moyenne aux deux premiers trimestres, comparativement à un taux moyen de croissance de 1,3 % en 2005.

## Marché du travail

Malgré une plus faible croissance de la production, l'emploi a beaucoup plus augmenté dans le secteur ICSPST au deuxième trimestre (7,5 % ou 27 000 emplois) qu'au premier trimestre (graphique 3). On compte 41 600 emplois de plus aux deux premiers trimestres. Cette solide avance fait suite à la création de 20 700 emplois en 2004 et de 42 800 en 2005.

Les deux industries de ce secteur ont contribué à la solide progression de cette année (graphique 3). Dans l'industrie de l'information et de la culture, 27 600 emplois ont été créés aux deux premiers trimestres, la plupart étant dans la radiodiffusion et les télécommunications. L'emploi a fait un bond dans les services professionnels, scientifiques et techniques (14 000) aux deux premiers trimestres, après avoir vivement progressé en 2005 (31 700).

## Productivité du travail

La productivité du travail de l'industrie de l'information et de la culture a faibli cette année après avoir enregistré un gain moyen de 7,7 % par trimestre en 2005. En moyenne, le PIB réel par heure travaillée a baissé de 2,1 % durant les deux premiers trimestres (graphique 4). La productivité du travail a poursuivi sa baisse cette année, mais moins

rapidement. En moyenne, elle a reculé de 0,4 % par trimestre au premier semestre de l'année.

## Dépenses d'investissement

D'après une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les dépenses d'investissement dans le secteur ICSPST devraient croître de 3,3 % en 2006, ce qui est beaucoup moins en moyenne que durant les deux années précédentes (graphique 5). Ce ralentissement est attribuable à la diminution prévue de 10,9 % des investissements dans les structures. Par contre, les investissements dans les M&M devraient faire un bond de 7,8 % cette année.

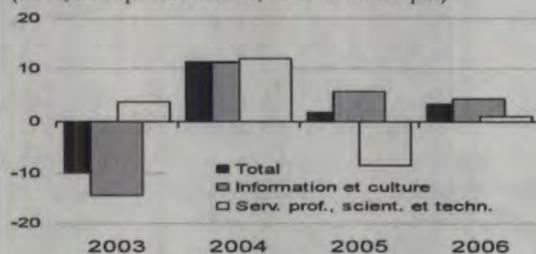
## Situation financière

La situation financière de l'industrie de l'information et de la culture est restée saine dans l'ensemble au deuxième trimestre, la marge bénéficiaire se situant à 11,7 %, ce qui est largement supérieur à la moyenne pour l'ensemble des industries, soit 8,1 % (graphique 6).

La marge bénéficiaire de cette industrie s'est nettement améliorée depuis la fin de 2002, sous l'impulsion notamment de la vigueur des dépenses des entreprises durant cette période. Dans les services professionnels, scientifiques et techniques, la marge bénéficiaire s'est accrue pour passer à 4,2 % en moyenne au premier semestre de l'année, soit le taux le plus élevé enregistré, après celui du deuxième trimestre de 2005 (4,4 %).

**Graphique 5 : Croissance des dépenses d'investissement<sup>1</sup>**

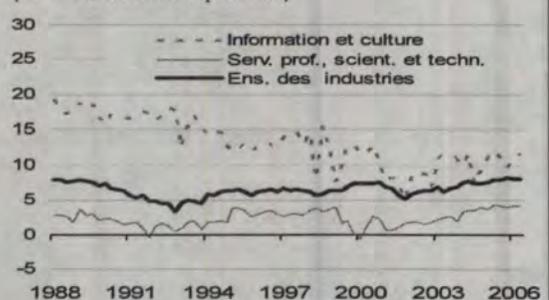
(En %, d'une période à l'autre, en dollars historiques)



1. Les données pour 2006 proviennent de l'enquête sur les intentions d'investissement.

**Graphique 6 : Marges bénéficiaires**

(En % des recettes d'exploitation)



# Services aux entreprises – FASI

## Importance économique

- Le secteur des FASI représente 19 % du PIB, et environ 3 % de sa production est exportée
- Les principales industries sont les services immobiliers (environ 68 % du PIB du secteur) ainsi que les activités monétaires et l'intermédiation financière et les activités connexes (environ 18 %)
- 6 % de tous les emplois se trouvent dans le secteur des FASI

## Principaux moteurs de la croissance

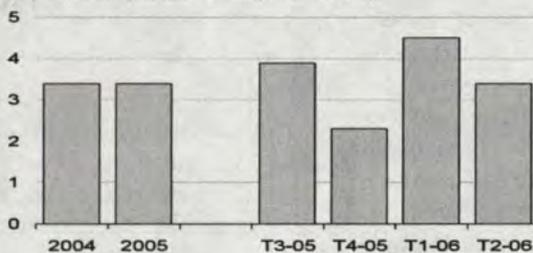
- Les taux d'intérêt, le revenu, le taux de chômage et le niveau de confiance des consommateurs
- La mondialisation

## Principaux enjeux du secteur

- La faible croissance de la productivité
- La réglementation du secteur financier

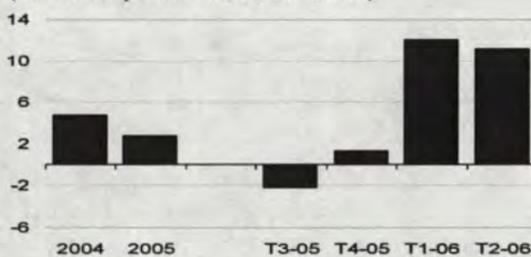
**Graphique 1 : Croissance du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



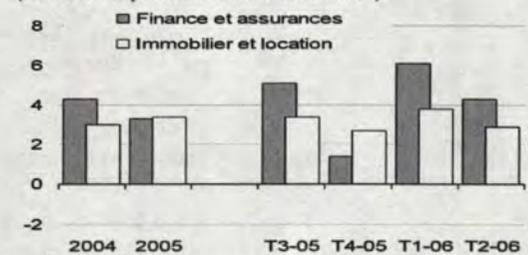
**Graphique 3 : Croissance de l'emploi**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



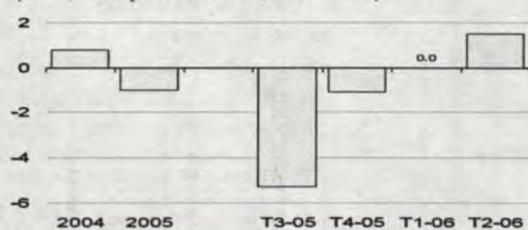
**Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



**Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



## Résumé

Dans le secteur de la finance, des assurances, des services immobiliers et des services de location et de location à bail (FASI), la croissance du PIB réel est restée ferme avec une hausse moyenne de 3,9 % aux deux premiers trimestres. L'emploi a vivement progressé de 55 800 au premier semestre de l'année, et presque toutes les industries du secteur ont augmenté leurs effectifs. Après une baisse moyenne de 1 % en 2005 et une croissance nulle au premier trimestre de 2006, la productivité du travail a progressé de 1,5 % au deuxième trimestre. Cette modeste performance au cours de la dernière année s'explique difficilement puisque les dépenses en investissement ont été, pour leur part, très vigoureuses.

## Production

Le PIB réel du secteur des FASI a poursuivi sur sa lancée au deuxième trimestre, augmentant de 3,4 % (graphique 1). La production s'est accrue en moyenne de 3,9 % aux deux premiers trimestres, soit un taux moyen de croissance quelque peu supérieur à celui observé en 2005. Les industries de ce secteur ont connu un bon rythme d'activité (graphique 2).

Dans l'industrie de la finance et des assurances, le PIB réel a avancé de 6,1 % et de 4,3 % aux deux premiers trimestres, soit un rythme de croissance plus rapide en moyenne

que celui de 2005. Dans l'industrie des services immobiliers et des services de location et de location à bail, le rythme moyen d'activité s'est établi à 3,4 % aux deux premiers trimestres; il est resté relativement inchangé par rapport aux quatre trimestres précédents. Les ventes de logements neufs ou existants ont été importantes, ce qui a soutenu l'activité dans cette industrie durant l'année.

## Marché du travail

Dans le secteur des FASI, l'emploi a crû de 12,1 % au premier trimestre et de 11,2 % au deuxième (graphique 3). En tout, 55 800

# Services aux entreprises – FASI

emplois ont été créés au premier semestre, soit la plus forte hausse jamais enregistrée durant une période de deux trimestres. Cette vigoureuse création d'emplois a été observée à la fois dans l'industrie de la finance et des assurances et dans l'industrie des services immobiliers et des services de location et de location à bail. Dans le premier cas, l'emploi a progressé de 13,8 % au deuxième trimestre, par rapport à 8,1 % au premier, ce qui a porté à 38 100 le nombre de nouveaux emplois pour le premier semestre de l'année. Par contre, la croissance de l'emploi a ralenti dans les services immobiliers et les services de location et de location à bail pour s'établir à 4,8 % par rapport à 22,9 % au premier trimestre. L'industrie compte en tout 17 800 emplois de plus aux deux premiers trimestres.

## Productivité du travail

Dans le secteur des FASI, la productivité du travail a augmenté de 1,5 % au deuxième trimestre après une croissance nulle au premier trimestre (graphique 4). Aux deux premiers trimestres, la productivité a été inférieure en moyenne de 0,5 % au niveau moyen observé en 2005. Cette année-là, la productivité avait reculé de 1 %. Cette piètre performance s'explique difficilement puisqu'elle survient après une période de forte relance des dépenses d'investissement, surtout dans les M&M (graphique 5).

## Dépenses d'investissement

D'après une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les dépenses

d'investissement dans le secteur des FASI devraient rester importantes en 2006, gagnant 6,8 % (graphique 5). Environ 84 % des dépenses d'investissement devraient aller aux M&M.

La progression des dépenses d'investissement de l'industrie de la finance et des assurances devrait rester vigoureuse, à 8,7 %, mais elle devrait faiblir pour se fixer à 4,4 % dans l'industrie des services immobiliers et des services de location et de location à bail.

## Situation financière

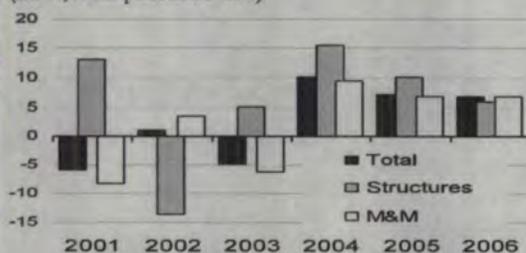
Dans l'ensemble, la situation financière du secteur des FASI est restée saine cette année, alimentée par la bonne tenue de l'économie canadienne (graphique 6).

Dans l'industrie de la finance et des assurances, la marge bénéficiaire a grimpé pour atteindre 22,9 % au deuxième trimestre, ce qui est près du sommet historique de 23,8 % enregistré au quatrième trimestre de 2005. L'amélioration de la situation financière de cette industrie témoigne surtout de la ferme avance des bénéfices des sociétés d'intermédiation financière, attribuable à la hausse des revenus sous forme de dividendes et de gains dégagés sur les opérations de courtage et les opérations de change.

Dans l'industrie des services immobiliers et des services de location et de location à bail, la marge bénéficiaire est restée stable, à 18,2 %, au deuxième trimestre. Il s'agit de la plus forte marge en près de quatre ans, et elle dépasse la moyenne historique de 14,8 %.

**Graphique 5 : Croissance des dépenses d'investissement<sup>1</sup>**

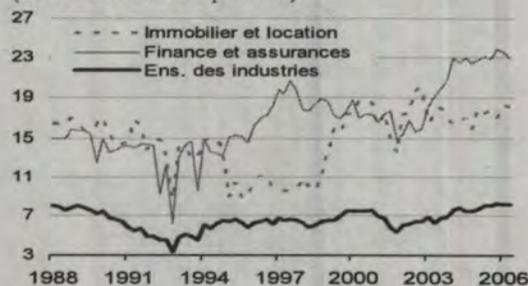
(En %, d'une période à l'autre)



1. Les données pour 2006 proviennent de l'enquête sur les intentions d'investissement.

**Graphique 6 : Marges bénéficiaires**

(En % des recettes d'exploitation)



# Autres services aux entreprises<sup>1</sup>

## Importance économique

- Le secteur représente 12 % du PIB, et environ 18 % de sa production est exportée
- Les principales industries sont le commerce de gros (47 % du PIB du secteur), le transport et l'entreposage (36 %), les services administratifs, les services de soutien, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement (17 %)
- 13 % de tous les emplois se trouvent dans les industries des autres services aux entreprises

## Principaux moteurs de la croissance

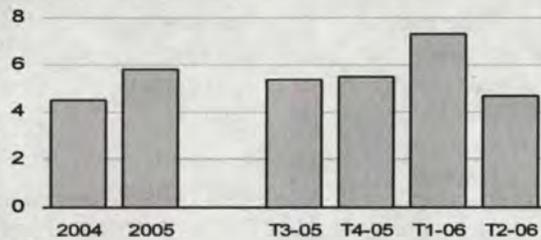
- La demande intérieure (les dépenses des consommateurs et des entreprises) et le commerce

## Principaux enjeux du secteur

- La vulnérabilité aux fluctuations des prix de l'énergie

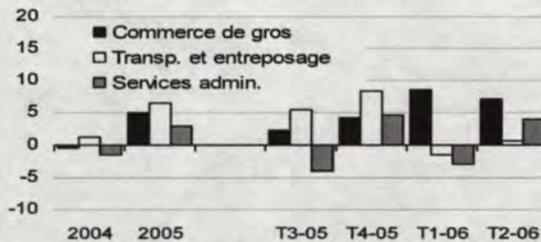
**Graphique 1 : Croissance du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



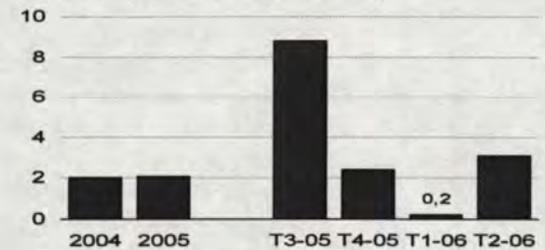
**Graphique 3 : Croissance de la productivité du travail**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



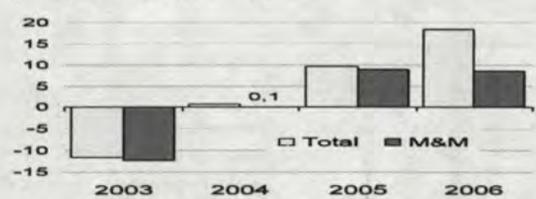
**Graphique 2 : Croissance de l'emploi**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



**Graphique 4 : Croissance des dépenses d'investissement<sup>1</sup>**

(En %, d'une période à l'autre)



1. Les données pour 2006 sont tirées de l'enquête sur les intentions d'investissement.

## Résumé

Comme en 2005, le PIB réel dans le secteur des autres services aux entreprises a poursuivi sa vive croissance cette année, avançant en moyenne de 6 % aux deux premiers trimestres. On compte 16 800 emplois de plus au premier semestre de l'année, des gains étant enregistrés dans les industries du commerce de gros ainsi que des services administratifs, des services de gestion des déchets et des services d'assainissement. La productivité du travail de l'industrie du commerce de gros a encore vivement progressé au deuxième trimestre, sous l'impulsion d'investissements marqués dans les M&M. La situation financière des industries dans ce secteur a continué de s'améliorer au deuxième trimestre, leurs marges bénéficiaires atteignant des sommets historiques.

## Production

La croissance du PIB réel de ce secteur a modéré pour s'établir à 4,7 % au deuxième trimestre après s'être fixée à 7,3 % au premier trimestre (graphique 1). Néanmoins, le PIB a progressé de 6 % en moyenne cette année, soit le même taux moyen qu'en 2005. Les industries du commerce de gros ainsi que des services administratifs, des services de gestion des déchets et des services d'assainissement ont soutenu la croissance du secteur.

1. Autres services aux entreprises : commerce de gros, transport et entreposage, services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement.

## Marché du travail

Après une croissance presque nulle au premier trimestre, l'emploi dans le secteur des autres services aux entreprises a augmenté de 3,1 % (15 900) au deuxième trimestre (graphique 2). Aux deux premiers trimestres, l'emploi a bondi (16 800), les industries du commerce de gros ainsi que des services administratifs, des services de gestion des déchets et des services d'assainissement étant principalement à l'origine de cette hausse. La vigoureuse avance de l'emploi cette année fait suite à un total de 166 700 nouveaux emplois pour les trois années précédentes.

# Autres services aux entreprises

## Productivité du travail

La productivité du travail a poursuivi son essor (7 %) dans le commerce de gros au deuxième trimestre (graphique 3). Ce taux est largement supérieur à la moyenne pour l'ensemble du secteur des services aux entreprises et de loin le meilleur résultat de tous les secteurs de l'économie. Dans l'industrie du commerce de gros, la productivité s'est accrue de 7,9 % par trimestre au cours de la dernière année et demie. Cette hausse est, en partie, attribuable à la plus forte croissance des investissements dans les M&M.

Dans l'industrie du transport et de l'entreposage, la productivité s'est redressée de 0,7 % au deuxième trimestre. Néanmoins, le PIB réel par heure travaillée est en baisse en moyenne de 0,3 % aux deux premiers trimestres, après avoir avancé de 6 % par trimestre durant l'année précédente.

Dans les services administratifs, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement, la productivité a renversé la baisse de 3 % enregistrée au premier trimestre pour progresser de 4 % au deuxième. En moyenne, le niveau de la productivité du travail au premier semestre de l'année est légèrement inférieur à la moyenne de 2005.

## Dépenses d'investissement

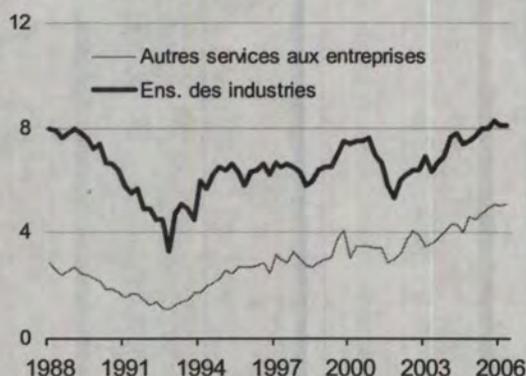
D'après une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les dépenses d'investissement dans le secteur des autres services aux entreprises devraient continuer de croître en 2006, au rythme de 18,4 %, les investissements dans les structures et les M&M progressant solidement (graphique 4). La hausse est, en grande partie, imputable aux industries du commerce de gros et du transport et de l'entreposage, surtout les entreprises liées aux réseaux de transport en commun et aux chemins de fer.

## Situation financière

Dans l'ensemble, la situation financière des industries des autres services aux entreprises a continué son embellie en 2006 dans le sillage de la vigueur de l'économie intérieure (graphique 5).

La marge bénéficiaire s'est hissée à 5,1 % au deuxième trimestre, soit un sommet de tous les temps, qui est toutefois inférieur à la moyenne de toutes les industries.

**Graphique 5 : Marges bénéficiaires**  
(En % des recettes d'exploitation)



# Construction

## Importance économique

- Le secteur représente 6 % du PIB, et presque toute sa production est destinée au marché intérieur
- Les principales industries sont les travaux de génie, les réparations et autres activités de construction (47 % du PIB réel du secteur), et la construction résidentielle (35 %)
- 6 % de tous les emplois se trouvent dans le secteur de la construction

## Principaux moteurs de la croissance

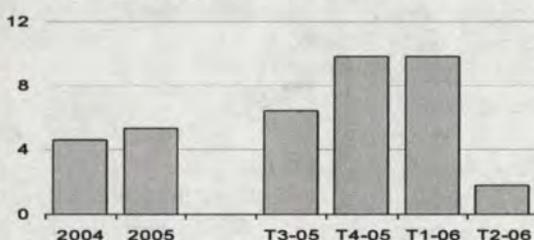
- La structure démographique et la croissance de la population
- Les taux d'intérêt, le revenu, l'emploi et le niveau de confiance

## Principaux enjeux du secteur

- Le ralentissement des investissements dans la construction résidentielle

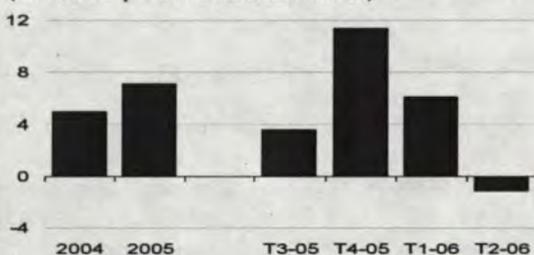
**Graphique 1 : Croissance du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



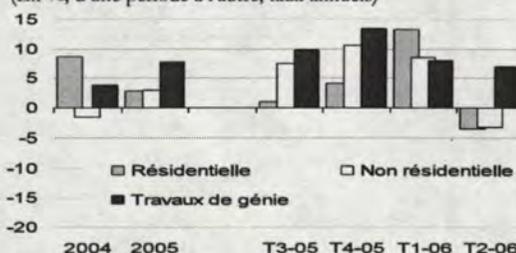
**Graphique 3 : Croissance de l'emploi**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



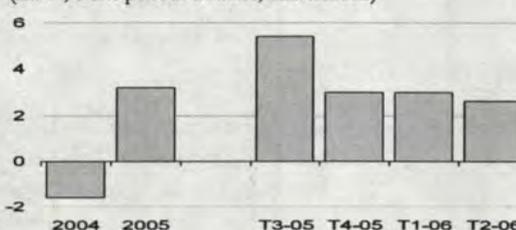
**Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



**Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



## Résumé

La croissance du PIB réel du secteur de la construction a fortement ralenti pour s'établir à 1,8 % au deuxième trimestre. Néanmoins, la croissance est restée forte aux deux premiers trimestres avec une hausse moyenne de 5,7 %. Touchée par la baisse des investissements résidentiels, l'industrie de la construction résidentielle est principalement à l'origine du ralentissement de la croissance. Malgré la diminution de 3 000 emplois au deuxième trimestre, 12 600 emplois ont été créés aux deux premiers trimestres de l'année, la hausse étant observée dans toutes les provinces, sauf en Ontario, au Québec et en Nouvelle-Écosse. La productivité du travail a poursuivi sur sa lancée au deuxième trimestre, progressant de 2,6 %. Le regain de la productivité depuis l'an dernier est attribuable, en partie, à la hausse des dépenses d'investissement. La croissance des investissements devrait croître de 11 % en 2006, avec une forte hausse dans les M&M.

## Production

Le PIB réel s'est accru de 1,8 % dans le secteur de la construction au deuxième trimestre après avoir progressé de 9,8 % dans chacun des deux trimestres précédents (graphique 1). Malgré le ralentissement du deuxième trimestre, la production a augmenté à un taux annualisé de 5,7 % au premier semestre de l'année. Ce résultat est toutefois inférieur au taux moyen de 2005 (6,9 %).

Touchée par le recul des investissements dans le logement neuf, l'industrie de la construction résidentielle a été le principal frein à l'activité du secteur de la construction au deuxième trimestre (graphique 2). La production a fléchi de 3,5 % dans l'industrie de la construction résidentielle au deuxième trimestre après avoir augmenté de 13,3 % au premier trimestre. L'élan du premier trimestre s'explique par le temps plus doux qui a permis aux entreprises de commencer plus tôt que d'habitude la

# Construction

construction des logements, soit avant le début du printemps. Malgré une baisse de la production de 3,2 %, l'industrie de la construction non résidentielle a joué un rôle moins important dans le ralentissement observé dans le secteur de la construction. Ce recul fait suite à de fortes hausses au premier trimestre de 2006 et aux quatre trimestres de 2005. Au deuxième trimestre, l'activité est restée vigoureuse dans l'industrie des travaux de génie et des métiers spécialisés au deuxième trimestre, grâce à une hausse du PIB réel de 7 %. Les investissements considérables dans le secteur de l'énergie sont un facteur important qui a stimulé la production de cette industrie.

## Marché du travail

Au deuxième trimestre, l'emploi a diminué pour la première fois en cinq ans dans le secteur de la construction, soit de 1,1 % (-3 000) (graphique 3). En dépit de cette baisse, on compte 12 600 emplois de plus au premier semestre de l'année. Les gains ont été observés partout, sauf en Ontario (-1 200), au Québec (-1 100) et en Nouvelle-Écosse (-900).

Les pertes d'emplois dans les industries de la construction résidentielle et non résidentielle (20 000) sont largement responsables du recul du deuxième trimestre. Cette baisse fait suite à la création de 4 700 emplois au premier trimestre et à une augmentation totale de 67 800 emplois en 2005. Par contre, l'essor soutenu de la production et des investissements dans l'industrie des travaux de génie et des métiers spécialisés a fait encore progresser sensiblement l'emploi au deuxième

trimestre (17 000). Cette industrie a déjà profité d'une hausse de 10 900 emplois au premier trimestre et de 174 500 emplois de 2000 à 2005.

## Productivité du travail

Dans le secteur de la construction, la productivité du travail a poursuivi sa solide croissance au deuxième trimestre, augmentant de 2,6 %, soit un résultat supérieur à la moyenne pour l'ensemble du secteur des entreprises pour un septième trimestre de suite (graphique 4). La vigueur observée cette année fait suite à une remontée de 3,2 % en 2005.

## Dépenses d'investissement

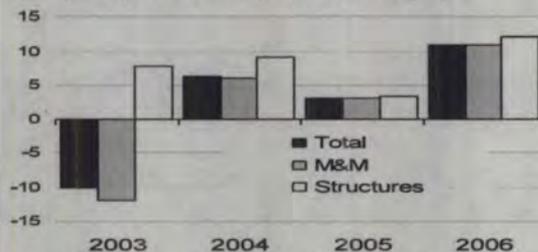
La remontée de la productivité du travail de 2005 et de cette année est, en partie, due à la forte croissance des investissements depuis 2004, surtout dans les M&M (graphique 5). En 2006, la croissance devrait s'accélérer dans les dépenses d'investissement pour atteindre 11 %, de fortes hausses étant prévues dans les structures et les M&M.

## Situation financière

Dans l'ensemble, la situation financière des entreprises du secteur de la construction s'est encore améliorée au deuxième trimestre (graphique 6). Au deuxième trimestre, les bénéfices d'exploitation, en pourcentage des recettes d'exploitation, ont augmenté (4,7 %). La marge bénéficiaire s'est fixée en moyenne à 4,6 % aux deux premiers trimestres, ce qui est inférieur à la moyenne historique de 6,4 % et à la moyenne de l'ensemble des industries.

**Graphique 5 : Croissance des dépenses d'investissement<sup>1</sup>**

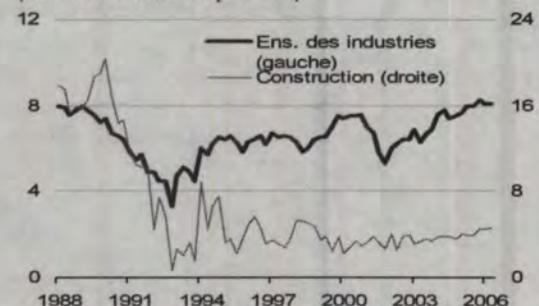
(En %, d'une période à l'autre, en dollars historiques)



1. Les données pour 2006 proviennent de l'enquête sur les intentions d'investissement.

**Graphique 6 : Marges bénéficiaires**

(En % des recettes d'exploitation)



# Agriculture<sup>1</sup>

## Importance économique

- Le secteur de l'agriculture (c.-à-d. l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse) représente 2 % du PIB, et environ 56 % de sa production est exportée
- Les principales industries sont les cultures agricoles et l'élevage (57 % du PIB réel du secteur) ainsi que la foresterie et l'exploitation forestière (29 %)
- 3 % de tous les emplois appartiennent au secteur de l'agriculture

## Principaux moteurs de la croissance

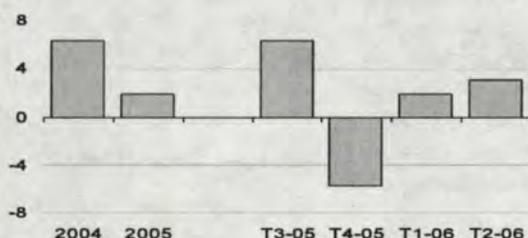
- La croissance de la population mondiale

## Principaux enjeux du secteur

- La libéralisation mondiale du commerce
- Les subventions
- L'adoption des technologies

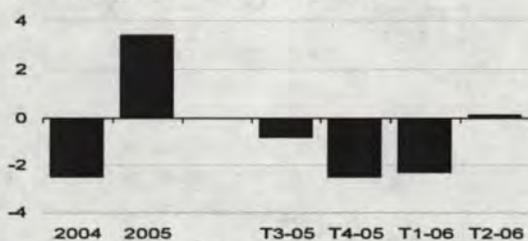
**Graphique 1 : Croissance du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



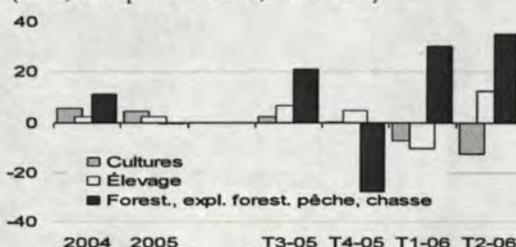
**Graphique 3 : Croissance de l'emploi**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



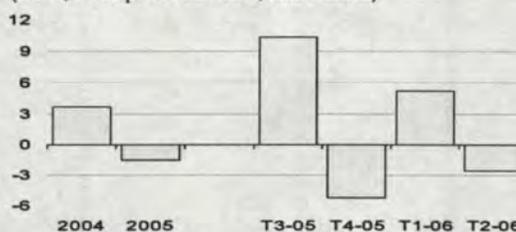
**Graphique 2 : Croissance des composantes du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



**Graphique 4 : Croissance de la productivité du travail**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



## Résumé

La croissance du PIB réel s'est considérablement raffermie cette année dans le secteur agricole, s'établissant en moyenne à 2,5 % aux deux premiers trimestres. L'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière a été à l'avant-plan de l'accélération de la croissance. L'emploi a diminué en moyenne de 1,1 % aux deux premiers trimestres après avoir vivement progressé en 2005. La productivité du travail a baissé de 2,6 % au deuxième trimestre après avoir augmenté de 5,2 % au trimestre précédent. Dans l'ensemble, la situation financière des industries de ce secteur s'est améliorée, et la marge bénéficiaire d'exploitation s'est accrue en moyenne à 6,2 % aux deux premiers trimestres.

## Production

Au deuxième trimestre, le PIB réel a augmenté de 3 % dans le secteur agricole par rapport à 1,9 % au premier trimestre (graphique 1). Aux deux premiers trimestres, l'activité s'est accrue en moyenne de 2,5 %, ce qui est plus du double de la hausse trimestrielle moyenne de 1,1 % en 2005.

Grâce à un bond de 32,6 % aux deux premiers trimestres, l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière est principalement responsable de l'accélération de la croissance

(graphique 2). L'intensification de l'activité dans cette industrie s'explique par le temps doux. Par contre, la production pour ce qui est des récoltes et de l'élevage a diminué en moyenne de 7,1 % aux deux premiers trimestres comparativement à une hausse moyenne de 3,8 % en 2005.

## Marché du travail

L'emploi n'a augmenté que de 0,1 % dans le secteur de l'agriculture au deuxième trimestre,

1. Secteur de l'agriculture : cultures agricoles et élevage, foresterie et exploitation forestière, pêche et chasse.

# Agriculture

pour la première fois en quatre trimestres (graphique 3). Même avec la hausse du deuxième trimestre, on compte 2 400 emplois de moins au premier semestre de l'année, des pertes étant recensées dans six provinces sur dix, surtout en Nouvelle-Écosse (-4 100) au Québec (-3 200) et à Terre-Neuve (-2 300). Ces reculs contrastent avec 2005, où l'emploi avait crû de 3,4 %, soit la plus forte hausse en 20 ans.

## Productivité du travail

Le taux de variation de la productivité du travail est encore volatil au deuxième trimestre, ayant reculé de 2,6 % après avoir gagné 5,2 % au trimestre précédent (graphique 4). Néanmoins, en moyenne, le PIB réel par heure travaillée a remonté de 1,3 % au premier semestre de l'année après avoir reculé de 1,5 % en 2005.

## Dépenses d'investissement

D'après une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les dépenses d'investissement dans le secteur de l'agriculture devraient rester stables en 2006 après avoir crû de 3,4 % en 2005 (graphique 5). Les investissements dans les structures devraient croître de 1 %, tandis que les investissements dans les M&M devraient diminuer quelque peu.

Selon les prévisions, les dépenses d'investissement dans les récoltes et l'élevage, qui représentent plus de 85 % de tous les investissements de ce secteur, augmenteront légèrement en 2006. Les investissements dans la foresterie et l'exploitation forestière devraient progresser de 1,4 %.

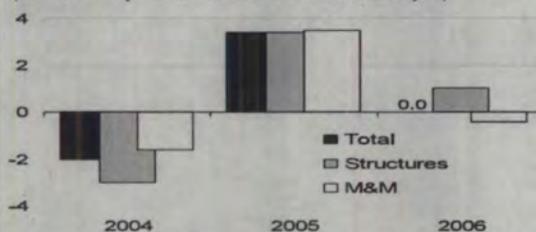
## Situation financière

Dans l'ensemble, la situation financière du secteur de l'agriculture s'est de nouveau améliorée au deuxième trimestre (graphique 6).

Les bénéfices d'exploitation se sont accrues pour s'établir à 6,2 % des recettes d'exploitation au deuxième trimestre. En moyenne, la marge bénéficiaire s'est établie à 6,2 % aux deux premiers trimestres, ce qui est bien supérieur à la moyenne historique de 4,6 %, mais inférieur à la moyenne de l'ensemble des industries.

**Graphique 5 : Croissance des dépenses d'investissement<sup>1</sup>**

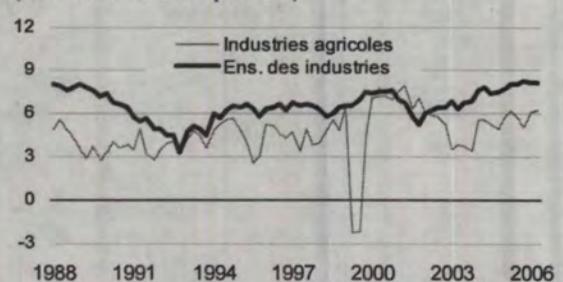
(En %, d'une période à l'autre, en dollars historiques)



1. Les données pour 2006 proviennent de l'enquête sur les intentions d'investissement.

**Graphique 6 : Marges bénéficiaires**

(En % des recettes d'exploitation)



# Services publics

## Importance économique

- Le secteur représente 3 % du PIB, et environ 5 % de sa production est exportée
- Les principales industries sont la production, le transport et la distribution d'électricité (PTDE) (83 % du PIB du secteur) et la distribution de gaz naturel (11 %)
- 0,8 % de tous les emplois se trouvent dans ce secteur

## Principaux moteurs de la croissance

- La croissance de l'économie nationale

## Principaux enjeux du secteur

- Les émissions de gaz à effet de serre

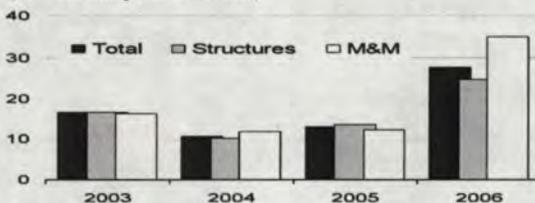
**Graphique 1 : Croissance du PIB réel**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



**Graphique 3 : Croissance des dépenses d'investissement<sup>1</sup>**

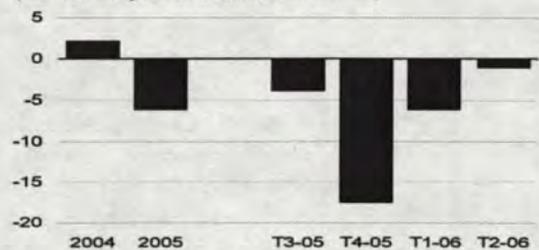
(En %, d'une période à l'autre)



1. Les données pour 2006 proviennent de l'enquête sur les intentions d'investissement.

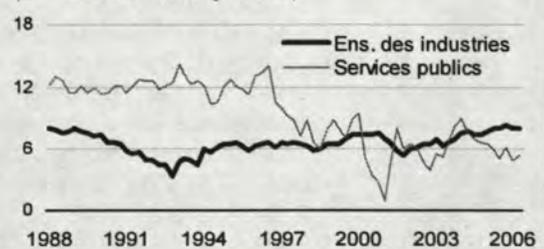
**Graphique 2 : Croissance de l'emploi**

(En %, d'une période à l'autre, taux annuels)



**Graphique 4 : Marges bénéficiaires**

(En % des recettes d'exploitation)



## Résumé

Au deuxième trimestre, le PIB réel du secteur des services publics s'est redressé, mais pas assez pour récupérer la perte du premier trimestre. La production a diminué en moyenne de 1,4 % aux deux premiers trimestres, principalement à cause de la plus faible demande d'électricité. On compte aussi 2 200 emplois de moins aux deux premiers trimestres, les plus graves pertes étant observées en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique. Les dépenses d'investissement devraient s'accroître de 27,8 % en 2006, en raison surtout de la plus forte demande d'énergie et du vieillissement des infrastructures d'aqueduc et d'égout. Dans l'ensemble, la situation financière des industries du secteur des services publics s'est détériorée, la marge bénéficiaire reculant en moyenne à 5,1 % aux deux premiers trimestres.

## Production

Le PIB réel du secteur des services publics a progressé de 2,9 % au deuxième trimestre après avoir connu trois baisses consécutives (graphique 1). Néanmoins, depuis le début de l'année, le rythme d'activité a diminué de 1,4 % en moyenne. Cette baisse, qui fait suite à une hausse moyenne de 1,4 % en 2005, s'explique en grande partie par le temps doux au premier trimestre et de ses conséquences sur la demande d'électricité.

L'industrie de la production, du transport et de la distribution d'électricité (PTDE) a été la principale responsable du ralentissement de l'activité dans ce secteur cette année. En moyenne, par trimestre, la production de cette industrie est passée de 2,3 % en 2005 à -1,4 % cette année. La production des industries de la distribution de gaz naturel ainsi que des réseaux d'aqueduc et d'égout et autres a aussi faibli, reculant respectivement de 2,3 % et de 0,6 % aux premier et deuxième trimestres.

# Services publics

## Marché du travail

Au deuxième trimestre, l'emploi a diminué de 1,0 % (-300) dans le secteur des services publics (graphique 2). Il s'agit de la huitième baisse enregistrée durant les dix derniers trimestres. Compte tenu de la diminution du premier trimestre, l'emploi dans le secteur a fléchi de 3,5 % (-2 200) cette année, la plupart des pertes d'emplois étant observées en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique.

La diminution de l'emploi a touché exclusivement l'industrie des PTDE, qui a subi une perte de 9 300 emplois aux deux premiers trimestres. Ce recul a été, en partie, contrebalancé par la hausse de 4 100 emplois dans l'industrie de la distribution de gaz naturel et de 3 000 dans l'industrie des réseaux d'aqueduc et d'égout et autres.

## Dépenses d'investissement

D'après une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les industries du secteur des services publics devraient augmenter considérablement leurs dépenses d'investissement en 2006 (graphique 3). Cela s'explique par la progression de la demande d'énergie des consommateurs et des entreprises et par le vieillissement des infrastructures d'aqueduc et d'égout.

Après avoir enregistré une hausse cumulative de 46 % durant les quatre années précédentes, les dépenses d'investissement devraient faire un bond de 27,8 % pour atteindre 17,5 milliards de dollars cette année, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré et bien au-dessus de la croissance moyenne de toutes les industries. La hausse des investissements s'applique aux structures (24,7 %) et aux M&M (35,1 %).

## Situation financière

Dans l'ensemble, la situation financière des industries du secteur des services publics s'est détériorée cette année (graphique 4).

La marge bénéficiaire de ce secteur a diminué, passant de 5,9 % en moyenne en 2005 à 5,1 % en moyenne aux deux premiers trimestres, ce qui est inférieur à la moyenne historique et à la moyenne de l'ensemble des industries.

# ● Annexes de données

---

## Table des matières

PIB réel par industrie	43
Emplois par industrie	43
Croissance de la productivité du travail dans le secteur des entreprises	44
Marges bénéficiaires d'exploitation par industrie	45
Investissements des secteurs public et privé par industrie	46
Ratio capital-travail dans les M&M	
par industrie	47
par industrie de la fabrication	48
Taux d'utilisation de la capacité par industrie	49

---

# Annexe de données

## PIB réel aux prix de base par industrie

Niveau en millions de dollars enchaînés de 1997 et variation en pourcentage par rapport à la période précédente, données désaisonnalisées, taux annuels

	T3-2005	T4-2005	T1-2006	T2-2006	2003	2004	2005
<b>Ensemble des industries</b>	1 068 025,0	1 075 920,0	1 084 175,0	1 088 394,0	1 002 936,0	1 034 024,0	1 062 951,0
	3,7	3,0	3,1	1,6	2,0	3,1	2,8
<b>Total - biens</b>	333 441,0	336 007,0	336 244,0	334 258,0	315 935,0	325 202,0	331 595,0
	4,3	3,1	0,3	-2,3	1,4	2,9	2,0
<b>Agriculture, foresterie, pêche et chasse</b>	25 987,0	25 273,0	25 126,0	24 614,0	22 920,0	24 619,0	25 488,0
	6,4	-10,5	-2,3	-7,9	10,7	7,4	3,5
<b>Extr. minière, pétrolière et gazière</b>	39 359,0	39 973,0	39 516,0	39 226,0	38 004,0	38 789,0	3 8865,0
	10,4	6,4	-4,5	-2,9	3,1	2,1	0,2
<b>Services publics</b>	28 068,0	27 814,0	27 498,0	27 742,0	26 629,0	26 806,0	27 948,0
	0,1	-3,6	-4,5	3,6	0,4	0,7	4,3
<b>Construction</b>	64 014,0	65 518,0	67 086,0	67 388,0	56 627,0	60 228,0	63 689,0
	6,4	9,7	9,9	1,8	3,5	6,4	5,7
<b>Fabrication</b>	175 190,0	176 357,0	176 317,0	174 574,0	170 465,0	173 726,0	174 987,0
	1,6	2,7	-0,1	-3,9	-0,8	1,9	0,7
<b>Total - services</b>	735 726,0	741 062,0	749 214,0	755 960,0	687 921,0	709 800,0	732 506,0
	3,4	2,9	4,5	-3,5	2,3	3,2	3,2
<b>Services au secteur des entreprises</b>	577 554,0	582 015,0	589 255,0	594 816,0	535 097,0	554 122,0	574 802,0
	3,5	3,1	5,1	3,8	2,3	3,6	3,7
<b>Services autres qu'au secteur des entreprises</b>	158 172,0	159 047,0	159 959,0	160 780,0	152 824,0	155 678,0	157 704,0
	3,1	2,2	2,3	2,1	2,4	1,9	1,3

Source : Statistique Canada, tableaux 379-0017 et 379-0018. 1. Calculs faits à l'interne.

## Emplois par industrie

Niveau en milliers et variation en pourcentage par rapport à la période précédente, données désaisonnalisées, taux annuels

	T3-2005	T4-2005	T1-2006	T2-2006	2003	2004	2005
<b>Ensemble des industries</b>	16 192,7	16 288,7	16 306,4	16 320,5	15 671,5	15 949,0	16 169,0
	1,5	2,4	0,4	0,3	1,8	1,5	1,6
<b>Total - biens</b>	3 996,3	4 002,6	3 995,1	3 993,1	3 926,0	3 991,6	4 001,5
	-1,4	0,6	-0,8	-0,2	-0,3	1,9	-0,1
<b>Agriculture, foresterie, pêche et chasse<sup>1</sup></b>	440,6	441,1	425,6	420,7	436,2	425,0	438,0
	28,8	-9,6	29,5	19,7	-2,0	-4,9	6,5
<b>Extr. minière, pétrolière et gazière<sup>1</sup></b>	221,3	215,6	230,0	240,6	178,1	187,9	211,3
	-2,7	0,8	-13,9	-4,5	9,5	10,1	9,4
<b>Services publics</b>	127,6	121,6	121,4	122,5	130,5	133,3	125,3
	-3,9	-17,5	-0,4	3,4	2,7	-3,4	-3,2
<b>Construction</b>	1 023,0	1 051,1	1 058,2	1 060,1	905,8	952,6	1 019,3
	3,6	11,4	2,7	0,7	3,9	7,7	6,7
<b>Fabrication</b>	2 183,8	2 172,5	2 159,8	2 149,3	2 275,5	2 292,7	2 207,6
	-5,6	-2,0	-2,3	-1,9	-2,4	0,7	-4,7
<b>Total - services</b>	12 196,5	12 286,0	12 311,3	12 327,3	11 745,6	11 957,4	12 167,5
	2,5	3,0	0,8	0,5	2,6	1,4	2,2

Source : Statistique Canada, tableau 282-0088. 1. Calculs faits à l'interne.

# Annexe de données

## Croissance de la productivité du travail dans le secteur des entreprises

Variation en pourcentage, taux annuels

	Variation en % par rapport au trimestre précédent				Variation en % par rapport à l'année précédente		
	T3-2005	T4-2005	T1-2006	T2-2006	2003	2004	2005
<b>Total – Sect. des entreprises</b>	3,2	2,1	2,1	-1,7	0,0	0,2	2,4
<b>Biens</b>	6,3	2,4	-1,0	-4,0	0,6	1,3	3,3
Agriculture, foresterie, pêche, chasse	10,3	-5,2	5,2	-2,6	7,7	3,7	-1,5
Construction	5,4	3,0	3,0	2,6	3,4	-1,6	3,2
Fabrication	7,2	4,3	1,0	-6,0	0,0	3,5	5,5
<b>Services</b>	2,1	1,4	2,8	0,3	0,0	-0,7	2,1
Commerce de gros	2,2	4,1	8,5	7,0	2,9	-0,4	4,9
Commerce de détail	-0,3	0,9	8,0	4,7	0,7	-2,2	0,3
Transport et entreposage	5,5	8,4	-1,4	0,7	-2,7	1,3	6,5
Information et culture	15,6	7,7	0,4	-4,5	1,1	-3,3	2,3
Finance, immobilier et gestion de sociétés	-5,3	-1,1	0,0	1,5	1,4	0,8	-1,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,6	-5,5	-0,4	-0,4	0,7	-1,7	0,7
Serv. administratifs, serv. de soutien, serv. de gestion des déchets et serv. d'assainissement	-3,9	4,5	-3,0	4,0	-1,9	-1,5	2,9
Hébergement et services de restauration	2,8	4,3	7,9	-12,2	-3,6	-2,4	2,0
Autres services aux ménages privés	-0,3	0,7	0,7	-2,7	-1,6	0,7	-0,8

Source : Statistique Canada, tableaux 383-0088 et 383-0012.

# Annexe de données

## Marges bénéficiaires d'exploitation par industrie

En pourcentage des recettes d'exploitation, données désaisonnalisées, taux annuels

	T3-2005	T4-2005	T1-2006	T2-2006	2003	2004	2005
<b>Ensemble des industries</b>	8,0	8,3	8,1	8,1	6,7	7,6	8,0
<b>Total -- industries non financières</b>	6,5	6,7	6,6	6,6	5,4	6,0	6,5
Agriculture, foresterie, pêche, chasse	5,8	5,0	6,2	6,2	3,6	5,4	5,7
Extraction minière, pétrolière et gazière	20,1	22,4	20,2	19,5	18,2	17,1	20,8
Extraction minière, sauf pétrolière et gazière	21,6	23,0	20,6	19,6	19,3	17,5	21,4
Pétrole et gaz	17,6	18,4	17,2	18,9	11,7	15,0	17,3
Services publics	5,1	6,2	4,9	5,3	6,4	7,6	5,9
Construction	4,0	4,5	4,5	4,7	3,4	3,8	4,2
Fabrication	5,7	6,1	5,8	5,5	5,0	6,4	5,9
Services (sauf administrations publiques)	8,2	8,3	8,4	8,4	6,9	7,7	8,2
<b>Total -- industries financières</b>	22,9	23,8	23,6	22,9	19,5	22,8	23,2

Source : Statistique Canada, tableau 187-0002.

# Annexe de données

## Investissements des secteurs public et privé au Canada par industrie

Niveau en milliards \$ et variation en % par rapport à la période précédente

	En milliards de dollars				Variation en % par rapport à l'année précédente			
	2003 Réel	2004 Réel	2005 Réel, provisoire	2006 Projets	2003	2004	2005	2006
<b>Ensemble des industries (sauf logement)</b>	163,2	177,8	191,3	207,0	2,9	8,9	7,6	8,2
Structures	75,2	84,1	93,7	105,0	6,4	11,9	11,4	12,1
Machines	88,1	93,8	97,7	102,0	0,2	6,4	4,2	4,5
<b>Agriculture, foresterie, pêche, chasse</b>	4,6	4,7	4,7	4,7	-8,7	2,5	0,1	0,0
Structures	1,5	1,5	1,4	1,5	-17,2	0,4	-1,8	1,0
Machines	3,1	3,2	3,2	3,2	-4,0	3,6	1,0	-0,4
<b>Extraction minière, pétrolière et gazière</b>	30,4	36,9	43,4	46,0	11,4	21,5	17,4	6,0
Structures	24,6	29,9	36,1	39,9	18,9	21,8	20,5	10,7
Machines	5,8	7,0	7,3	6,0	-12,0	20,4	4,1	-17,5
<b>Services publics</b>	12,3	12,8	13,7	17,5	16,0	4,2	6,7	27,8
Structures	8,5	8,8	9,7	12,1	17,7	3,6	9,6	24,7
Machines	3,8	4,0	4,0	5,4	12,3	5,6	0,3	35,1
<b>Construction</b>	3,7	4,1	4,3	4,8	7,0	9,2	5,8	11,0
Structures	0,4	0,5	0,5	0,6	8,9	12,7	6,6	12,2
Machines	3,3	3,6	3,8	4,2	6,7	8,7	5,7	10,9
<b>Fabrication</b>	19,5	18,7	19,9	20,6	6,4	-4,2	6,7	3,4
Structures	2,9	2,6	2,1	2,8	-12,1	-9,0	-18,6	31,4
Machines	16,6	16,1	17,8	17,8	10,4	-3,4	10,8	0,1
<b>Administrations publiques</b>	18,9	20,3	22,8	24,1	-0,1	7,2	12,4	5,9
Structures	14,0	15,3	17,4	18,4	0,2	9,6	13,9	5,7
Machines	4,9	4,9	5,3	5,7	-0,6	0,3	7,9	6,3
<b>Total – services</b>	92,7	100,6	105,3	113,5	-1,2	8,5	4,7	7,7
Structures	37,2	40,7	43,8	48,1	-0,1	9,2	7,6	9,9
Machines	55,5	59,9	61,6	65,4	-2,0	8,0	2,7	6,2
<b>Services (sauf administrations publiques)<sup>1</sup></b>	73,8	80,4	82,6	89,4	-1,5	8,8	2,7	8,3
Structures	23,3	25,4	26,3	29,7	-0,2	9,0	3,8	12,7
Machines	50,6	55,0	56,2	59,7	-2,1	8,7	2,3	6,2

Source : Statistique Canada, tableau 029-0005.

# Annexe de données

**Ratio capital-travail dans les machines et le matériel par industrie**  
Capital par heure travaillée, tous les emplois, en dollars enchaînés de 1997

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>Ensemble des industries</b>	14,3	14,9	15,4	15,5	15,9	16,2	16,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	14,4	15,3	16,1	15,8	15,4	15,3	15,1
Extraction minière, pétrolière et gazière	40,2	40,8	47,3	55,6	56,8	60,2	64,2
Construction	7,8	7,9	8,1	8,5	8,7	8,7	9,0
Fabrication	27,2	26,5	26,8	26,4	26,8	27,1	29,2
Commerce de gros	5,4	5,5	5,7	5,8	6,0	6,0	6,1
Commerce de détail	3,8	4,3	4,4	4,5	4,9	5,0	5,1
Transport et entreposage	22,6	23,9	25,2	26,2	26,0	25,9	27,5
Information et culture	50,0	53,5	57,2	60,7	61,8	62,3	64,2
Finance et assurances	20,4	22,4	23,2	22,6	22,9	23,7	24,5
Services prof., scientifiques et techniques	4,7	5,4	6,0	6,2	6,8	7,5	8,1
Serv. admin., serv. de soutien, serv. de gestion des déchets et serv. d'assainissement	1,9	1,9	1,7	1,7	2,0	2,3	2,5
Hébergement et services de restauration	1,2	1,2	1,1	1,2	1,4	1,5	1,7
Autres services aux ménages privés	2,3	2,4	2,6	2,8	3,0	3,3	3,4
Administrations publiques	12,9	14,1	14,7	15,4	15,9	16,2	16,7

Source : Statistique Canada, tableau 031-0002 pour le stock de capital des machines et matériel (stock net géométrique de fin d'exercice) et tableau 383-0010 pour les heures travaillées de tous les emplois.

# Annexe de données

## Ratio capital-travail dans les machines et le matériel des fabricants

Capital par heure travaillée, tous les emplois, en dollars enchaînés de 1997

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Fabrication	27,2	26,5	26,8	26,4	26,8	27,1	29,2
Aliments	16,4	16,8	16,6	17,1	17,4	18,1	19,9
Boissons et produits du tabac	38,0	38,0	40,3	42,8	43,3	42,4	45,0
Usines de textiles et usines de produits textiles	34,1	31,4	32,9	30,8	30,8	30,7	31,5
Vêtements	3,6	3,1	2,8	3,1	3,2	3,1	3,2
Produits en cuir et produits analogues	6,4	6,6	6,8	6,4	6,1	6,0	6,5
Produits du bois	23,1	24,5	24,7	23,6	23,8	23,4	26,8
Papier	109,2	108,1	105,2	103,8	103,1	97,8	104,4
Impression et activités connexes de soutien	10,0	10,1	9,9	10,1	10,5	10,4	10,9
Produits du pétrole et du charbon	73,8	70,7	80,6	101,0	129,4	170,6	231,0
Produits chimiques	56,5	60,1	59,8	58,4	57,1	56,5	61,3
Produits en plastique et en caoutchouc	18,1	17,0	17,9	17,3	17,5	17,8	18,8
Produits minéraux non métalliques	30,4	28,9	29,1	28,1	28,5	28,8	31,2
Première transformation des métaux	77,1	78,8	84,2	77,4	77,0	78,4	83,2
Fabrication de produits métalliques	9,6	8,1	8,1	8,0	8,1	8,3	8,9
Machines	8,5	7,8	8,2	7,7	7,7	8,2	9,1
Produits informatiques et électroniques	15,2	16,6	20,2	21,3	19,7	18,6	19,5
Matériel, appareils et composants électriques	10,0	11,4	11,4	11,7	12,0	12,2	13,9
Matériel de transport	33,8	33,8	34,0	33,1	35,2	35,8	37,7
Meubles et produits connexes	4,0	4,2	4,4	4,2	4,4	4,7	5,1
Activités diverses de fabrication	4,1	3,8	3,7	3,7	3,8	4,2	4,9

Source : Statistique Canada, tableau 031-0002 pour le stock de capital des machines et matériel (stock net géométrique de fin d'exercice) et tableau 383-0010 pour les heures travaillées.

# Annexe de données

## Taux d'utilisation de la capacité par industrie

En pourcentage de la production potentielle

	T3-2005	T4-2005	T1-2006	T2-2006	2003	2004	2005
<b>Ensemble des industries</b>	86,3	86,0	85,7	85,5	84,4	85,8	86,2
Foresterie et exploitation forestière	93,9	84,0	88,8	95,4	85,5	92,8	88,6
Extraction minière, pétrolière et gazière	88,7	88,5	86,2	86,0	90,2	90,3	87,9
Extraction minière	82,5	84,6	84,3	83,8	93,4	87,1	83,1
Extraction pétrolière et gazière	98,0	94,3	89,0	89,2	88,0	95,2	95,0
Services publics (activités liées à l'électricité seulement)	89,2	88,0	85,8	86,3	85,6	85,3	88,9
Construction	88,9	89,6	90,9	90,9	90,2	89,9	89,2
Fabrication	84,3	84,2	83,7	83,1	81,3	83,5	84,4

Source : Statistique Canada, tableau 028-0002.

